

# Trois expériences d'hétérodoxie économique à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

1977 - 2011

*C3E (Centre Économie, Espace, Environnement)*

*ISYS (Innovation, Systèmes, Stratégies)*

*MAUSS (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales)*

## ***Introduction***

Nous présentons ici les activités de recherche et les activités d'enseignement qui les accompagnent de trois laboratoires ou équipes : le C3E (Centre Économie, Espace, Environnement), ISYS (Innovation, Systèmes, Stratégies), équipe faisant partie de l'UMR MATISSE<sup>1</sup>) et le MAUSS (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales) dont les activités se développèrent au sein de Paris 1. Le C3E fut fondé et dirigé par René Passet. Le laboratoire ISYS fut créé et animé par Bernard Paulré. Ahmet Insel fut l'animateur des activités du Mauss à Paris 1.

Ces présentations sont rassemblées dans un même chapitre parce que ces laboratoires s'inscrivent dans le champ de ce qu'il est convenu d'appeler, en économie, l'hétérodoxie. Cette orientation commune, comme on va le voir, n'interdit pas une grande diversité des thèmes abordés.

La période que couvre ce chapitre commence en 1977, date de parution du premier Cahier du C3E et s'achève en 2011, année au cours de laquelle le groupe ISYS cesse d'exister. Les activités dont il est rendu compte se situent ainsi dans un intervalle temporel de 34 ans. On peut considérer qu'il s'agit d'une période brève à l'échelle de l'histoire de la pensée et de l'analyse économique. Mais au cours de ces 34 années suffisamment de thématiques et d'approches nouvelles prirent forme dans ces équipes pour qu'on puisse les considérer comme particulièrement productives et marquantes.

Cette introduction est consacrée notamment au rappel de ce que nous entendions par hétérodoxie en économie. Dans l'esprit du présent ouvrage consacré au Jubilé de l'Université Paris 1, il ne s'agit certainement pas d'engager ici un débat sur ce sujet. Ce thème a beaucoup retenu et retient manifestement toujours l'attention des économistes<sup>2</sup>. Mais notre propos est plutôt d'ordre historique et factuel. Il s'agit de rendre compte de trajectoires de recherches, de leurs manifestations publiques dans des événements tels que colloques et ouvrages, et de leur articulation avec l'enseignement (au niveau DEA et doctoral).

Car l'orientation hétérodoxe ne consiste pas seulement en une position doctrinale commune à plusieurs laboratoires de l'Université Paris 1. Elle fut un enjeu ou un étendard institutionnel lorsqu'il s'est notamment agi, au sein de notre Université, de mettre en place des Ecoles doctorales (1992 initialement), et encore plus lorsque fut posé le problème, de la mise en place d'une Ecole doctorale unique c'est-à-dire d'unifier les enseignements doctoraux (2002-2003).

La conception de l'hétérodoxie que nous présentons n'est donc pas uniquement une option scientifique abstraite. Elle fut la raison d'être de ce qu'a été l'École Doctorale d'Économie Politique (puis le programme doctoral d'Économie Politique). Rappelons ce contexte et la nature de l'enjeu institutionnel au sein de l'UFR d'économie de Paris 1 au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle.

### 1 - L'École Doctorale d'Économie Politique de Paris 1 (EDEP)

---

<sup>1</sup> MATISSE : acronyme (Modélisations Appliquées, Trajectoires Institutionnelles, Stratégies Socio-Économique) désignant une UMR de Paris 1. MATISSE succéda à METIS, autre acronyme désignant le laboratoire qui précéda Matisse.

<sup>2</sup> Un ouvrage récent : G. Hodgson, 2019, *Is There a Future for Heterodox Economics?* Elgar. On peut consulter les réactions suscitées par ce livre dans le *Journal of Economic Issues*, vol. LX, n° 3 (articles de J. F. Henry et de D. Dequech notamment). Cf. aussi : F. Lee, 2011, *A History of Heterodox Economics – Challenging the Mainstream in the Twentieth Century*, Routledge.

L'École Doctorale d'Économie Politique fut l'une des trois Ecoles Doctorales en économie créées à l'Université Paris 1 au début des années 1990 suite à une injonction ministérielle (cf. Arrêté du 30 mars 1992 relatif aux études de troisième cycle). Les deux autres étaient : d'une part l'École doctorale d'économie théorique et quantitative (2 DEA<sup>3</sup>), et, d'autre part, l'École doctorale d'analyse économique appliquée (quatre DEA). Si bien que les 11 DEA de l'UFR d'économie Paris 1 (UFR O2) étaient ainsi répartis entre trois Ecoles doctorales distinctes.

L'École Doctorale d'Économie Politique (EDEP) fut créée en 1993 et son premier directeur fut René Passet qui cessa d'en être le Directeur lorsqu'il prit sa retraite en 1995, proposant à B. Paulré d'en prendre alors la direction<sup>4</sup>. Ce qui fut approuvé par les collègues.

A ce moment, l'EDEP rassemblait les 5 formations doctorales suivantes :

- DEA Economie de l'environnement et des ressources naturelles
- DEA Economie de l'Industrie, des services, de la culture et de la communication
- DEA Economie des ressources humaines et des politiques sociales
- DEA Histoire et épistémologie de la pensée économique
- DEA Mutations économiques dans les pays de l'Est<sup>5</sup>.

Les laboratoires (on parlait à l'époque d'*équipes d'accueil*) associés à cette École Doctorale étaient les suivants : CHPE (Centre d'Histoire de la Pensée Économique), GRESE (Groupe de Recherches Épistémologiques et Socio-Économiques), LES (Laboratoire d'Économie Sociale), METIS (Mutations, espace et environnement, travail et emploi, industries et services)<sup>6</sup> et ROSES (Réformes et ouverture des systèmes économiques post-socialistes). L'école proposait, outre quelques enseignements communs, un séminaire pour les étudiants en thèse.

---

<sup>3</sup> DEA = Diplôme d'Études Approfondies. Nom donné à la première année de troisième cycle. Il s'agit de l'année post-Licence (quand la Licence était en quatre ans) puis, ensuite, post-Maîtrise (celle-ci en quatre ans). Ce diplôme fut créé en 1964 dans les Facultés des Sciences et généralisé aux autres disciplines en 1974.

Dans le cadre de la réforme licence-master-doctorat (LMD) mise en place entre 2003 et 2006, le DEA fut remplacé par le Master à finalité recherche (M2R) se déroulant sur 4 semestres après la Licence (en trois ans). Le DEA fut officiellement supprimé en 2006. Le Master est un grade validant le deuxième cycle de l'Enseignement Supérieur, soit cinq années après le Baccalauréat (Bac + 5).

<sup>4</sup> 1995 marquait le début d'un nouveau plan quadriennal (1995-1998)

<sup>5</sup> Un sixième DEA était plus ou moins rattaché à cet ensemble : le DEA d'économie de la Santé pour lequel l'Université Paris 1 était cohabilitée avec l'Université Paris 6.

<sup>6</sup> Le laboratoire METIS est issu de la fusion en 1992 de trois groupes de recherche : le Centre Economie, espace, environnement (C3E), le Centre d'études sur l'industrie et les services (CEIS) et le Séminaire d'économie du travail (SET). En 1998 le laboratoire METIS fusionne lui-même avec le Laboratoire d'économie sociale (LES) et l'équipe d'accueil Statistiques appliquées et modélisations stochastiques (SAMOS) pour créer le MATISSE (UMR 8595 du CNRS). Le LES et le SAMOS (appelé aussi SAMOS-MATISSE) conservèrent une relative autonomie au sein de l'unité. Le SET (Séminaire d'Économie du Travail) fut créé en 1968 par H. Bartoli et disparut en 1992 du fait de sa fusion. F. Michon en assura la Direction.

Le LES fut créé en 1988 par M. Fardeau.

En 2006, l'unité MATISSE (Modélisations appliquées, transformations institutionnelles, stratégies socio-économiques) fusionne avec les quatre autres UMR de la Maison des sciences économiques (MSE) pour fonder le Centre d'économie de la Sorbonne (CES) également associé à l'ENS Cachan.

Créé le 1er janvier 2006, le Centre d'économie de la Sorbonne est issu du regroupement des cinq UMR de la Maison des sciences économiques (MSE) : CERMSEM (Centre de recherche de mathématiques, statistique et économie mathématique, UMR 8095), EUREQua (Équipe universitaire de recherche en économie quantitative, UMR 8594), MATISSE (Modélisations appliquées, transformations institutionnelles, stratégies socio-économiques, UMR 8595), ROSES (Réformes et ouverture des systèmes économiques post-socialistes, URA1417) et TEAM (Théorie et applications en microéconomie et macroéconomie, UMR 8059). Il intègre également à cette date l'UMS Centre de Documentation rattachée à la Maison des sciences économiques. Le Centre d'économie de la Sorbonne est rattaché à l'École doctorale d'Économie de Paris (ED 465)

B. Paulré assura la direction de l'Ecole Doctorale d'Economie Politique de 1995 à 2002. Il renonça à cette direction lorsqu'il fut élu Président de la Commission de spécialistes d'Economie de Paris. Mais comme les années 2000-2002 furent aussi les années au cours desquelles se mit en place l'Ecole Doctorale unique d'Economie à Paris 1, il ne quitta cette fonction qu'au moment où cette dernière fut actée. X. Greffe lui succéda officiellement en mai 2002<sup>7</sup>.

La mise en place de l'Ecole Doctorale d'Economie de Paris 1 unifiée fut difficile et laborieuse. La raison en était qu'elle devait rassembler des formations et, indirectement, des laboratoires qui avaient des approches différentes de l'économie et par conséquent, des priorités distinctes de ce que devait être la formation d'un chercheur dans cette discipline. Ces formations et ces laboratoires avaient d'ailleurs pris l'habitude, depuis plus de 10 ans, de se gérer et d'évoluer à partir d'Ecoles Doctorales distinctes et indépendamment les uns des autres.

Suite à la proposition de B. Paulré, un compromis fut accepté qui consista, finalement, à satisfaire la contrainte institutionnelle (une ED unique) en bouleversant au minimum les organisations existantes (si ce n'est qu'il fallait bien allouer des ressources qui étaient désormais affectées à l'ensemble...). On institua ainsi, au sein de cette Ecole Doctorale unifiée, trois entités que l'on appela des « programmes doctoraux » correspondant aux trois orientations « de base » ou historiques : le Programme Doctoral d'Economie Politique (dirigé par X. Greffe jusqu'en 2007 au moins), le Programme Doctoral META (Modélisation Economique : Théorie et Applications) (dirigé par C. Meidinger jusqu'en 2003 puis par F. Gardes), et le Programme Doctoral Etape (Economie Théorique et Appliquée...) (dirigé par D. Encaoua jusqu'en 2005 puis par B. Wigniole).

L'école doctorale d'Economie de Paris 1 fut officiellement créée en 2003 et il fut décidé que la Direction de l'Ecole Doctorale d'Economie procéderait d'une rotation annuelle. Ainsi, les Directeurs de cette Ecole furent successivement :

2003-2004 : D. Encaoua  
 2004-2005 : X. Greffe  
 2005-2006 : C. Meidinger  
 2006-2007 : B. Wigniole.

A partir de 2007, on renonça à cette rotation.

Observons que le Comité National d'Evaluation des Universités, dans le rapport qu'il consacra à Paris 1 en 2005, note que « l'organisation de l'école doctorale de la MSE (Maison des Sciences Economiques : immeuble du 112 Boulevard de l'Hôpital à Paris dans lequel étaient rassemblés, pendant un temps, toutes les équipes de recherche en économie de Paris 1) procède de l'intention d'assurer un fonctionnement unifié, avec des règles communes, même si les programmes conservent pour l'instant leur autonomie initiale. Ce fonctionnement est tout à fait satisfaisant : enseignements post-DEA, séminaires, journées annuelles de la MSE, jurys organisés dès la première année de thèse.. » (p. 53 du Rapport).

L'Ecole Doctorale d'Economie de Paris 1 fut ensuite fondue dans un ensemble plus vaste que l'on appela : Ecole Doctorale *Economie Panthéon Sorbonne* (ED n° 465). A sa création, celle-ci fut portée par Paris 1 (qui en assura le support) avec, en co-accréditation : l'Ecole normale supérieure (ENS-Ulm), l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales), l'ENSAE (Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration économique), l'ENPC (École Nationale des Ponts et Chaussées), et un établissement associé : l'Ecole Normale Supérieure de Cachan (ENS-Cachan).

---

<sup>7</sup> Cela coïncidait aussi avec la fin d'un plan quadriennal : 1999-2002

Lors du contrat quadriennal 2010-2014, l'ensemble de recherche associé à l'ED 465 se composait de quatre équipes de Paris 1 : le Centre d'Economie de la Sorbonne (CES), le Pôle d'Histoire de l'Analyse et des Représentations Economiques (PHARE), Institutions et Dynamiques Historiques de l'économie (IDHE), Développement et Société (D&S), ainsi que de quatre équipes appartenant aux établissements coaccrédités : Paris Jourdan Sciences Economiques (PJSE), l'équipe d'Economie de l'ENS-Cachan (rattachée au CES), le Centre de Recherche en Economie et Statistique du Groupe de Recherche en Economie et Statistique (CREST-GRECSTA) et Enquêtes, Terrains, Théorie (ETT).

Au cours du quadriennal suivant, l'ED 465 continua à être portée par Paris 1. Paris Sciences Lettres (PSL) et Paris-Est, vinrent rejoindre l'ensemble des établissements accrédités. En ce qui concerne les équipes de recherche, l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques Avancées (ENSTA) et l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED) s'associent à l'ensemble de recherche déjà constitué. L'ENSAE devint aussi un établissement associé.

Les rapporteurs de l'évaluation 2012-2013 de l'Ecole Doctorale 465, notent que celle-ci continue à articuler ses activités à partir de trois programmes doctoraux : programme Economie Politique, programme Economie Théorique et Appliquée et Politique Economique (ETAPE), et programme Modélisation Economique, Théorie et Applications (META). Cette organisation, issue du compromis de 2002, semble donc s'être inscrite dans la durée...

## 2 - L'hétérodoxie selon l'EDEP

Revenons à l'Ecole Doctorale d'Economie Politique et à son orientation spécifique.

Dans les statuts de l'Ecole doctorale d'économie politique, rédigés fin 2000 début 2001 dans la perspective de la mise en place d'un programme doctoral, on trouve une *Charte scientifique*. Nous en extrayons les phrases suivantes :

« L'école d'Economie Politique regroupe des formations doctorales qui affirment tout à la fois la pluralité des approches en sciences économiques, l'utilité d'une approche historique des phénomènes économiques et l'importance d'une large ouverture sur les autres sciences sociales. Les enseignants et chercheurs appartenant à cette école doctorale partent du principe que l'analyse économique n'est pas concevable sans une référence explicite au type de société à laquelle elle s'applique et à son organisation. Cela a plusieurs implications qui constituent autant d'options méthodologiques et d'objets de recherche communs » (suivent 6 items).

La Charte se termine de la façon suivante :

« Pour ces raisons, la préoccupation épistémologique est fortement présente dans cette école doctorale, à la fois comme champ de recherche spécifique et comme dimension potentiellement présente dans toute recherche. Par ailleurs, la relativisation des résultats et des approches s'accompagne nécessairement d'un certain pluralisme. Notre école n'exclut donc nullement le recours aux théories et outils de la théorie standard élargie. Mais cette utilisation se fait concurremment avec des approches dites hétérodoxes : théories néo-keynésiennes, régulationnistes, des conventions ... Cette diversité, source de confrontations, l'est aussi d'enrichissement mutuel. »<sup>8</sup>.

Observons et soulignons que la conception de l'économie hétérodoxe ainsi mise en avant était positive plutôt que négative : il ne s'agissait pas de nous affirmer en faisant état de ce que nous refusions ou ce à quoi nous nous opposions ; il s'agissait de défendre certains principes d'analyse en les énonçant. Plus : nous n'excluons nullement le recours à la théorie

---

<sup>8</sup> Pour des informations à jour sur les associations d'économistes hétérodoxes (et ainsi sur leur variété) on peut consulter la page du site The Association for Evolutionary Economics (AFEE) consacrée à leur recensement (Heterodox Economics Associations) : [https://afee.net/?page=heterodox\\_economics&side=associations](https://afee.net/?page=heterodox_economics&side=associations)

standard élargie pourvu qu'elle ne soit pas reconnue comme exclusive ou naturellement supérieure<sup>9</sup>.

A ce moment, l'Ecole Doctorale rassemble les DEA suivants :

DEA Economie de l'Industrie et des Services  
 DEA Economie des Ressources Humaines et des Politiques Sociales  
 DEA Economies en Transition  
 DEA Epistémologie Economique  
 DEA Politiques Sociales et Sociétés  
 DEA Santé Publique, option Economie (cohabilité avec les Universités de Paris XI, de Paris V et l'E.H.E.S.S.,

A partir de 2006, les DEA disparaissent et sont remplacés (d'une certaine façon) par les Masters 2 Recherche (M2R). Les M2R qui constituent l'ensemble se substituant à la liste des DEA présentée ci-dessus sont rassemblés sous différentes mentions :

- Masters d'Economie - *Mention Entreprises, Stratégies, Ressources Humaines* :  
 M2R Economie de l'Industrie et des Services  
 M2R Economie des Ressources humaines et des Politiques Sociales
- Masters d'Economie - *Mention Théories, histoire et méthodes de l'économie* :  
 M2R Histoire de la pensée Economique  
 M2R Epistémologie et philosophie économique  
 M2R Sociologie et anthropologie économiques  
 M2R Histoire économique
- Masters d'Economie - *Mention Economie Publique* :  
 M2R Santé publique

L'ambition de ce chapitre est de présenter un inventaire des activités et des contributions de certains économistes hétérodoxes de Paris 1 à l'évolution de la discipline et de notre Université. Nous allons successivement passer en revue les activités de 3 groupes :

Le C3E créé et animé par René Passet. La présentation en est assurée par F.-D. Vivien, Maître de Conférences à l'Université de Reims, ancien membre du C3E et qui a préparé sa thèse de doctorat avec René Passet.

L'équipe ISYS qui sera présentée par B. Paulré, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne de 1991 à 2011

Le MAUSS qui a été actif à Paris 1 grâce, notamment, à l'animation d'Ahmet Insel, Maître de Conférences à l'Université Paris 1 et ancien Directeur de l'UFR d'Economie.

Bernard Paulré

## Section 1 – Le C3E

### *Les recherches menées au sein du C3E*

---

<sup>9</sup> La théorie standard élargie (TSE) est une notion créée par O. Favereau pour désigner un ensemble de théories qui retiennent le postulat de rationalité (le comportement est considéré comme résultant d'une maximisation) mais qui tiennent compte de phénomènes de coordination organisationnelle (donc d'ajustements autres que marchands).

## 1 - Espace, environnement et développement

Il faut rappeler tout d'abord que René Passet se définit avant tout comme un économiste du développement. Proche de François Perroux, il n'a jamais cessé de travailler sur cette problématique, et ce même quand, à partir des années 1970, ses préoccupations ont semblé prendre un tour nouveau qui aboutira à la publication de *L'Économique et le vivant* (Passet, 1979). Cette évolution, qui va amener Passet à parler de « bioéconomie » – entendons, une économie ouverte sur le vivant –, témoigne de l'expérience décisive que fut sa participation au Groupe des Dix<sup>10</sup> qui réunit, entre 1968 et 1976, des personnalités scientifiques et politiques de la « seconde gauche », parmi lesquels on comptait nombre de spécialistes de la biologie et de l'écologie. Si les débats au sein de ce collectif portèrent souvent sur la systémique et la complexité, ce fut aussi le cas pour les questions relatives au développement (Vivien, 2019).

Le rappel de cette orientation « développementiste » permet aussi de mieux comprendre comment était structuré le Centre Economie Espace Environnement (C3E) de l'Université de Paris 1 (ERA n°137 du CNRS) jusque dans les années 1980. Dirigé par Philippe Aydalot (1979, 1980), ce laboratoire est alors presque entièrement dévolu à l'étude des questions de développement régional et urbain. La science régionale française s'est constituée une vingtaine d'années plus tôt dans une perspective hétérodoxe – notamment à travers la création de l'Association de Science Régionale de Langue Française (ASRDLF), née de la rencontre de Walter Isard et de François Perroux, « alliance d'une analyse quantitative à la Leontief et d'une vision stratégique à la Schumpeter », ainsi que l'écrivent A. Bailly, P.-H. Derycke et A. Torre (2012).

Le premier *Cahier du C3E*, intitulé « Le Digraphe », paraît en 1977<sup>11</sup>. Il témoigne – à titre posthume – des recherches menées par Jacques Boudeville, professeur à la Faculté de droit et de sciences économiques de Paris jusqu'en 1968, et fondateur, en 1966, du Centre d'Environnement et d'Aménagement du Territoire qui sera renommé ensuite C3E. Philippe Aydalot (1981), qui va lui succéder, lui rendra un vibrant hommage, quelques années plus tard. Boudeville, qui fut proche d'Isard et de Perroux – il a notamment appliqué la théorie des pôles de croissance aux cas brésilien et français, il fut aussi le premier secrétaire de l'ASDRLF –, avait initié des travaux sur l'environnement dans une perspective économique standard, comme l'atteste son article traitant de la pollution en Alsace (Boudeville, 1973).

Le deuxième *Cahier du C3E* est dirigé par Passet (1980). Il se présente comme « Une approche multidisciplinaire de l'environnement » et contient un ensemble de contributions regroupées en trois parties qui, d'une certaine façon, épousent le plan de *L'Économique et le vivant*. La première partie s'intitule « Les impasses de l'économisme » et comporte des chapitres rédigés par N. Thèze et Edith Archambault. La deuxième partie présente « L'ouverture multidisciplinaire » prônée par Passet dans son chapitre sur « la double dimension énergétique et informationnelle de l'acte économique » et par Jacques Robin, le fondateur du Groupe des Dix, qui traite de « L'économie et les sciences du vivant ». La troisième partie de l'ouvrage, qui

---

<sup>10</sup> Ce groupe de personnalités scientifiques et politiques, constitué de dix membres, au départ, et d'une vingtaine, par la suite, compta dans ses rangs : Jacques Robin, Robert Buron, Edgar Morin, Henri Laborit, Henri Atlan, Michel Serres, Jacques Sauvan, Jacques Attali, David Rousset, Michel Rocard, Odette Thibault... Pour plus d'information, on se reportera au n° spécial de la revue *Natures Sciences Sociétés* (vol. 27, n°2, 2019) consacré au Groupe des Dix.

<sup>11</sup> Comme le rappelle M. Chesnais (1979), ce « Digraphe » est fondé sur l'exploitation d'une matrice d'échanges inter-industriels à la Leontief. Il a pour objectif de dégager l'organisation des interrelations à différentes échelles spatiales et d'identifier les industries motrices.

porte sur « Les instruments », regroupe trois chapitres : le premier de Brigitte Desaignes<sup>12</sup> sur les objectifs de qualité et les critères de décision ; le deuxième de Joël de Rosnay – autre membre du Groupe des Dix – qui traite de l'analyse énergétique comme outil de politique d'environnement ; le troisième est une « Introduction à la théorie des catastrophes et à ses applications en écologie » par Jorge Paulo Cancela da Fonseca, chercheur au Laboratoire de biologie végétale et d'écologie forestière de l'INRA à Fontainebleau – il faut savoir que René Thom avait été invité en 1975 à venir présenter ses travaux devant le Groupe des Dix et que Passet (1983) consacra un *Cahier du C3E* à l'approche « catastrophique » en économie.

2- Le tournant de 1987 : la montée en puissance des questions d'environnement et de développement soutenable.

1987 est une date charnière à plus d'un titre pour le C3E et les recherches qui y sont menées. Cette année est d'abord marquée par le brusque décès de Philippe Aydalot, dont la disparition va bouleverser la dynamique de recherche qu'il animait alors sur les milieux innovateurs avec l'énergie et la détermination qu'on lui connaissait<sup>13</sup>. René Passet prend alors la direction du C3E, Sylvie Fauchaux va s'y inscrire en thèse<sup>14</sup>, sous sa direction, et collaborer avec Jean-François Noël<sup>15</sup>, qui était maître de conférence à Paris 1, pour étudier des questions environnementales qui vont y occuper une place grandissante. Cette évolution est en phase avec celle de la société : 1987 est l'année de la parution du rapport Brundtland (CMED, 1987) qui va lancer la notion de développement soutenable. C'est la perspective dans laquelle s'inscrivent les travaux de Passet – comme l'atteste l'avant-propos qu'il rédige pour la réédition de *L'Economie et le vivant* (Passet, 1996) – et ceux des chercheurs du C3E qui s'intéressent aux questions environnementales (Maréchal, 1991 ; Fauchaux *et al.*, 1993 ; Vivien, 1994 ; Fauchaux & Froger, 1995). 1987 est aussi la date de la signature du Protocole de Montréal, le traité international bannissant les chlorofluorocarbones (CFC) et les halons, ces gaz responsables de la diminution de la couche d'ozone, une problématique, à l'interface des questions industrielles et environnementales, qui a été un sujet d'étude important au sein du C3E à la fin des années 1980 et du début des années 1990, grâce notamment à des contrats de recherche financés par le Programme « Environnement » du CNRS et le Groupe Prospective du ministère de l'environnement (Theys, Fauchaux & Noël, 1988 ; Noël, 1988 ; Vivien & Guigui, 1990 ; Vivien, 1990). Ces travaux nourrissent la réflexion autour des « problèmes globaux d'environnement » (Fauchaux, Noël, 1990), cette nouvelle classe de dégradations planétaires qui posent de redoutables problèmes conceptuels et instrumentaux à l'analyse économique. Entre-temps, l'enjeu du changement climatique a gagné en acuité, le Groupement Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC) a ainsi été créé en 1988. Or, les CFC et halons sont aussi de puissants gaz à effet de serre. Et il était très clair dans l'esprit de ceux qui négociaient le Protocole de Montréal qu'ils enclenchaient la négociation climatique qui allait bientôt démarrer – une problématique sur laquelle allaient aussi travailler les membres du C3E, au début des années 1990 (Benhaïm, Caron, Levarlet, 1991 ; Fauchaux, Noël, 1992).

<sup>12</sup> En 1977, elle a soutenu, à Paris 1, une thèse sur « La planification de l'environnement. Cas particulier de la pollution de l'eau et de l'air », sous la direction de Jean Marczewski.

<sup>13</sup> Andrée Matteaccioli (2004) a dirigé un ouvrage qui lui rend hommage. Un prix international de thèse en Science Régionale de langue française, dit « Philippe Aydalot », est décerné chaque année, depuis 1988, sous l'autorité du Bureau de l'Association de Science Régionale de langue française (ASDLRF), en reconnaissance de ses apports à la discipline.

<sup>14</sup> Elle soutiendra celle-ci, intitulée « L'articulation des évaluations monétaires et énergétiques en économie », en 1990.

<sup>15</sup> Il a soutenu une thèse sur « Le mode de traitement de l'environnement dans la théorie et la pratique économique », en 1977, à Paris 1, sous la direction de B. Ducros.



### 3 - La naissance et les premiers pas de l'économie écologique

1987 est aussi une date clé pour l'économie écologique, cette perspective de recherche qui entend renouveler la manière d'appréhender les enjeux environnementaux en économie et en écologie. C'est l'année où, sous la houlette de Joan Martinez-Alier (1987), est organisé un très important colloque interdisciplinaire à Barcelone, réunissant des écologues et de nombreux économistes hétérodoxes. Proche de José Manuel Naredo (1987), un autre économiste hétérodoxe, à qui il rendra hommage dans *Les grandes représentations du monde et de l'économie* (Passet, 2010), Passet a été invité à ce colloque. Ses travaux seront d'ailleurs reconnus pour avoir été pionniers en matière d'économie écologique (Røpke, 2004). C'est au terme de cette manifestation internationale que la décision va être prise de créer l'*International Society for Ecological Economics* (ISEE) et la revue *Ecological Economics*.

Comme l'a compris Passet, et ce dès le début des années 1970 (Passet, 1971), la question environnementale n'est pas une problématique économique et sociale comme une autre. Il n'y a donc pas de sens à vouloir construire une « économie de l'environnement » *stricto sensu*, reposant sur des concepts économiques standards – les effets externes, notamment – qui ont été forgés dans d'autres domaines d'analyse économique, avant d'être importés dans ce champ. A rebours de cette vision réductrice – que Passet (1984) désigne comme la « logique des choses mortes » –, la question écologique contemporaine oblige à un changement de paradigme et à la nécessité de penser les conditions d'insertion des sphères économiques et sociales au sein de la biosphère.

Cette controverse qui oppose l'analyse économique standard et l'économie écologique trouve un écho dans les différentes interprétations du développement soutenable : les tenants de la première prônent une soutenabilité faible, qui veut que seule l'accumulation du capital soit requise sur le long terme, tandis que les représentants de la seconde en appellent à une soutenabilité forte, laquelle nécessite de transmettre aux générations futures les conditions de reproduction de la biosphère. Ce débat est au cœur du Symposium international qui est organisé, en mars 1994, à Paris par S. Faucheux et le C3E avec le soutien de l'Université Paris 1, du CNRS (via ses programmes « Environnement » et « Ecotech »), de l'Association française pour la cybernétique économique et technique (AFCET), de l'ADEME, de la DG XII, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, du Centre de prospective et de veille scientifique du ministère de l'environnement. Intitulé « Modèles de développement soutenable. Des approches exclusives ou complémentaires de la soutenabilité ? », ce colloque a donné lieu à la publication de forts volumineux actes et d'un numéro spécial d'*Economie appliquée*, dirigé par Faucheux et Passet (1995). Ce colloque aura un formidable retentissement qui inscrira l'équipe du C3E au cœur de la dynamique scientifique et institutionnelle internationale qui entoure l'économie écologique. Mais cette histoire s'écrira désormais ailleurs, et non plus à Paris 1 : en 1995, Passet partira à la retraite. En 1998, il créera, avec d'autres, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC) ; le Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement (C3ED) va être créé et dirigé par S. Faucheux à l'Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines en 1995 ; l'Association européenne d'économie écologique (ESEE) va y être fondée en 1996, au terme d'un autre colloque mémorable. Les carrières des chercheurs du C3E vont se dérouler dans d'autres universités : S. Faucheux et G. Froger à Versailles Saint-Quentin en Yvelines, J.-F. Noël à Angers, J.-P. Maréchal<sup>16</sup> à Rennes 2, F.-D. Vivien<sup>17</sup> à Reims...

<sup>16</sup> Il a soutenu sa thèse, « La gestion économique du risque environnemental majeur », sous la direction de Passet, en 1990.

<sup>17</sup> J'ai soutenu ma thèse, dirigée par Passet, « Sadi Carnot économiste. Enquête sur un paradigme perdu : économie – thermodynamique – écologie », en 1991.

## ***Le DEA d'économie de l'environnement et des ressources naturelles***

René Passet a été un formidable professeur – nombre de ses anciens étudiants peuvent en témoigner<sup>18</sup>. Au-delà de ses qualités pédagogiques, il a aussi innové dans le montage de formations universitaires – il faudrait ainsi insister sur son rôle décisif dans la création et l'animation du Centre d'éducation permanente de Paris 1, qui lui tient particulièrement à cœur. Il a aussi mis sur pied et dirigé une formation universitaire originale dans le domaine de l'économie de l'environnement et des ressources naturelles, qui a épousé les évolutions qu'a connu le C3E.

En 1985-1986, ce diplôme est la filière économique du « DEA Analyse et aménagement de l'espace », qui est organisé conjointement avec les UER d'économie et de géographie de Paris 1, en coopération avec l'Université de Paris 10 Nanterre et l'Institut d'urbanisme de l'Académie de Paris. Ce diplôme se caractérise par son ouverture multidisciplinaire et la participation de nombreux praticiens. Une première série de cours magistraux porte sur les instruments d'analyse et d'évaluation de l'environnement et de l'espace : l'analyse de données et l'analyse multicritères (B. Morucci), les analyses coûts-avantages (B. Desaignes) et l'analyse des systèmes écologiques (J. Cancela da Fonseca). Une deuxième série d'enseignements élargissent la perspective : « Economie politique de l'environnement » par J.-Ph. Barde, administrateur principal à l'OCDE, auteur d'un des premiers manuels d'économie de l'environnement (Barde & Gerelli, 1977) ; « Environnement, développement et théorie des systèmes autonomes » par O. Godard, chercheur au CIRED ; « Intégration des données écologiques dans l'aménagement » par F. Lapoix, maître-assistant au MNHN, et D. Barichev, ingénieur-conseil en environnement dans un bureau d'études. Des cours et séminaires sur l'économie régionale (Ph. Aydalot), le développement régional (A. Matteaccioli) et urbain (P.H. Derycke) complètent le dispositif pédagogique ou peuvent être choisis parmi la « filière géographique » de ce DEA (dirigée par J. Bonnamour) ou le DEA « Urbanisme et pratique de l'espace » de l'Université Paris 8 (dirigé par P. Merlin).

Si on en juge par sa maquette de l'année universitaire 1994-1995, le diplôme s'est entre-temps transformé en DEA d'économie de l'environnement et des ressources naturelles. Les enseignements relatifs à l'analyse économique de l'environnement et du développement durable y occupent évidemment une place plus importante. On note une diversité d'approches en la matière, comme en témoignent les cours magistraux de R. Passet, S. Faucheux, J.-F. Noël, M. O'Connor, O. Godard, G. Rotillon et F.-D. Vivien et les séminaires dispensés par J. Theys ou I. Sachs. On y trouve aussi des enseignements sur les modèles de dynamique de systèmes (B. Paulré et M. Karski), l'analyse du développement régional à la lumière des systèmes complexes (A. Matteaccioli) et les dynamiques économiques des métropoles (C. Tutin).

Au moment où ce diplôme disparaît, S. Faucheux et J.-F. Noël (1995) publie leur manuel d'*Economie des ressources naturelles et de l'environnement*, un ouvrage préfacé par R. Passet. C'est dans des universités autres que Paris 1 que la formation à l'économie écologique et les enseignements relatifs à la soutenabilité forte seront dispensés désormais.

### Bibliographie

- Aydalot Ph. (1981) « Tribute to Jacques Boudeville », in Kuklinski A. (ed.), *Polarized Development and Regional Policies*, The Hague, De Gruyter Mouton, pp. XIII-XVII.
- Aydalot Ph. (1981) *Dynamique spatiale et développement inégal*, Paris, Economica.
- Aydalot Ph. (sous la dir.) (1979) *L'entreprise dans l'espace urbain*, Paris, Economica.
- Bailly A., Derycke P.H., Torre A. (2012) *50 ans de science régionale et francophone*, Paris, Economica.
- Barde J.-P., Gerelli E. (1977) *Economie et politique de l'environnement*, Paris, PUF.

<sup>18</sup> Je l'ai moi-même fait. Voir ma note de lecture d'*Une économie de rêve* de Passet (Vivien, 1996).

- Benhaïm J., Caron A., Levarlet F. (1991) « La maîtrise des émissions de CO<sub>2</sub> : un accord international est-il possible ? », *Mondes en développement*, vol. 19, n°75-76, pp. 115-133.
- Boudeville J.R. (1973) « Economic Analysis of Atmospheric Pollution : the example of Alsace », *Regional of Urban Economics*, vol. 3, n°1, pp. 103-126.
- Chesnais M. (1979) « A propos des relations inter-industrielles : des échanges aux influences – Le Digraphe 1977, Cahiers du C3E, Paris, Economica n°1 », *L'Espace géographique*, t.8, n°2, p. 132.
- CMED (1987) *Notre avenir à tous*, trad. fse, Québec, Ed. du fleuve.
- Faucheux S., Froger G., Noël J.-F. (1993) « Quelle hypothèse de rationalité pour la développement soutenable ? », *Economie appliquée*, t. 46, n°4, pp. 59-103.
- Faucheux S., Froger G. (1995) « Decision-making under environmental uncertainty », *Ecological Economics*, 15, pp. 29-42.
- Faucheux S., Noël J.-F. (1995) *Economie des ressources naturelles et de l'environnement*, Paris, Armand Colin.
- Faucheux S., Noël J.-F. (1992) « Le calcul économique peut-il venir au secours d'une politique de lutte contre l'effet de serre ? », *Revue française d'économie*, vol. 7, n°1, pp. 35-84.
- Faucheux S., Noël J.-F. (1990) *Les menaces globales sur l'environnement*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- Faucheux S., Passet R. (1995) « Introduction », n° Spécial « Quelle économie pour l'environnement ? », *Economie appliquée*, n°2.
- Maréchal J.-P. (1991) *Le prix du risque. L'économie au défi de l'environnement*, Paris, Presses du CNRS.
- Martinez-Alier J. (with K. Schlüpmann)(1987) *Ecological Economics. Energy, Environment and Society*, Oxford, Basil Blackwell.
- Matteaccioli A. (éd.)(2004) *Philippe Aydalot, pionnier de l'économie territoriale*, Paris, L'Harmattan.
- Naredo J.M. (1987) *La economía en evolución. Historia y perspectivas de las categorías básicas del pensamiento económica*, Madrid, Siglo Veintiuno Editores.
- Noël J.-F. (1988) « Sur quelques instruments microéconomiques d'une politique de protection de la couche d'ozone », *Cahiers du C3E*, n°67, juin.
- Passet R. (2010) *Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire*, Paris, Les Liens qui Libèrent.
- Passet R. (1996) « Avant-propos de l'édition 1996 », *L'Economique et le vivant*, rééd., Paris, Economica, pp. IX-XXII.
- Passet R. (1984) « L'économie : des choses mortes au vivant », *Encyclopaedia Universalis*, vol. Symposium (Les enjeux), pp. 831-841.
- Passet R. (1983) « L'approche « catastrophique » en économie », *Cahiers du C3E*, n°36, novembre.
- Passet R. (sous la dir.)(1980) *Une approche multidisciplinaire de l'environnement*, Cahiers du Centre Economie Espace Environnement, n°2, Economica.
- Passet R. (1979) *L'Economique et le vivant*, Paris, Payot.
- Passet R. (1971) « Une science tronquée », *Le Monde*, 12 janvier.
- Røpke I. (2004) « The early history of modern ecological economics », *Ecological Economics*, 50, pp. 293-314.
- Theys J., Faucheux S., Noël J.-F. (1988) « La guerre de l'ozone », *Futuribles*, n°125, pp. 51-74.
- Vivien F.-D. (2019) « L'économie au prisme du Groupe des Dix : d'une bioéconomie l'autre », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 27, n°2, pp. 147-158.
- Vivien F.-D. (1996) « Analyse critique de : R. Passet, *Une économie de rêve* », *Futuribles*, n°212, sept., pp. 96-98.
- Vivien F.-D. (1994) *Economie et écologie*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- Vivien F.-D., Guigui M. (1990) « Conséquences du Protocole de Montréal sur les secteurs utilisateurs de CFC et de Halons en France », rapport pour le Groupe de prospective du Ministère de l'environnement, *Cahiers du C3E*, n°86, janvier.
- Vivien F.-D. (1990) « Deux ans pour aller de Londres à Montréal : l'évolution des négociations sur les produits incriminés dans la réduction de la couche d'ozone », rapport pour le Groupe de prospective du Ministère de l'environnement, *Cahiers du C3E*, n°87, janvier.

## Section 2 – ISYS (ou Matisse-ISYS)

Le laboratoire ISYS (I.SY.S. : Innovation - Systèmes - Stratégies) a été créé en 1997 suite à une scission du CEIS (Centre d'Economie Industrielle et des Stratégies). Il fut rattaché à la fédération MATISSE (UMR n° 8595) qui succéda en 1997 à METIS. MATISSE est aujourd'hui intégrée dans le Centre d'économie de la Sorbonne (C.E.S., nouvelle U.M.R.)

Quelle orientation et quelles intentions l'acronyme ISYS. exprime-t-il ? Reprenons chacun des éléments :

- *Innovation* renvoie quasi automatiquement, quand on est économiste, à J. Schumpeter. Il y a implicitement un hommage et une sorte de filiation assumée avec cet économiste dont l'apport ne se limite pas à l'économie de l'innovation<sup>19</sup>. Ce qui est ici affiché, avec l'innovation, c'est la volonté d'étudier les changements en économie et, notamment, les transformations du capitalisme. A vrai dire, Schumpeter ne raisonna pas en termes de transformation du capitalisme sauf pour cet aspect particulier – son déclin - qu'il anticipait<sup>20</sup>. Il privilégiait les transformations des structures industrielles (la fameuse destruction créatrice).

- *Système* renvoie à ce qu'on appela, à partir des années 1970, l'analyse systémique ou encore l'étude des systèmes complexes<sup>21</sup>. On fait plus particulièrement allusion à la dynamique des systèmes et à l'étude des transformations de l'économie abordées sous un angle systémique (exhibant des non-linéarités et des transformations structurelles).

- *Stratégie* évoque l'accent mis sur l'industrie et sur les comportements à long terme des entreprises c'est-à-dire sur les transformations de leurs activités.

Dans le document de présentation de l'époque, on peut lire ceci : « Le laboratoire I.SY.S. place au centre de ses préoccupations la dynamique économique, c'est-à-dire l'étude du changement et des mutations se manifestant dans le champ économique. Cette orientation inscrit naturellement l'activité du laboratoire dans un cadre néo-schumpétérien. Cela se manifeste plus particulièrement dans les travaux consacrés aux transformations industrielles et à l'innovation. L'intérêt particulier porté au courant évolutionniste procède également de cette orientation. Nous nous attachons aussi à prendre en compte les diverses transformations sociales mises en jeu par la dynamique du capitalisme, et plus particulièrement les mutations du système productif, de l'organisation, de la division du travail, du rôle de l'Etat... ».

Le laboratoire ISYS était l'une des équipes d'accueil du DEA d'Economie industrielle dirigé à partir de 2002 par B. Paulré. A sa création il rassemblait les enseignants-chercheurs suivants :

### Professeurs

B. Paulré, Professeur à l'Université Paris 1  
J.-P. Charnay, Directeur de recherches au CNRS

### Maîtres de Conférences de Paris 1

<sup>19</sup> Il faut mentionner l'analyse des cycles (non sans lien avec l'innovation), la vision (pessimiste) de l'évolution du capitalisme, le rôle de la monnaie dans l'économie, et l'histoire de l'analyse économique. Sans oublier la fiscalité et l'impérialisme...

<sup>20</sup> Nous faisons évidemment allusion à *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, ouvrage sans doute le plus célèbre de J. Schumpeter mais qu'il semblait ne pas apprécier particulièrement.

<sup>21</sup> Non sans lien et convergence avec René Passet (cf. section précédente).

P. Dieuaide  
 J.-P. Galavielle  
 M. Lanzarroti  
 S. Monnier  
 J.-M. Monnier

**Ingénieur d'études**

E. Zyla

**Doctorants et Post-Doctorants**

C. Champeyrache (thèse soutenue en 2001)  
 A. Corsani (Dr)  
 V. Delteil (thèse soutenue en 1999)  
 B. Dumont (thèse soutenue en 1997)  
 D. Lebert (thèse soutenue en 2010)  
 D. Perrochon  
 C. Vercellone (thèse soutenue en 1999)

En 2003 le laboratoire I.SY.S. rassemblait 3 Professeurs de Sciences Economiques (2 de Paris 1 : B. Paulré et J.-M. Monnier, et un Professeur de l'Université de Vannes : Y. Moulier-Boutang), 5 Maîtres de Conférences d'Economie de Paris 1 (A. Corsani, P. Dieuaide, J.-P. Galavielle, S. Monnier et C. Vercellone), 1 Ingénieur d'études (E. Zyla), des chercheurs non universitaires à cette époque (L. Cassi et M. Lazzarato) et un grand nombre de thésards (liste non limitative : J. Arnal, C. Barrau, A. Coad, D. Lebert, M. Dosso, H. El Younsi, V. di Giovinazzo, A. Giuliani, Yu Hongye, M. Kourbatoff, D. Lebert, H. C. Lopez Rizzo, H. Vinceneux, L. Zibeill ...) et quelques personnalités extérieures (P. Battini, P. Bourgeois, L. Le Dortz, J. Le Goff).

B. Paulré en assura la Direction de 1997 jusqu'à fin 2011 quand il prit sa retraite. C'était une vraie équipe, peu structurée et non hiérarchisée. Sa taille limitée et, surtout, l'entente entre ses membres n'ont jamais justifié l'introduction d'une quelconque organisation verticale.

Nous exprimons notre reconnaissance à B. Gazier, puis à J.-L. Outin, directeurs successifs de METIS puis de MATISSE. Sans leur confiance et leur soutien, ISYS n'aurait pas pu réaliser tout ce qu'elle a entrepris sur une quinzaine d'années. Il n'était sans doute pas facile d'être le tuteur administratif d'une entité qui, tout en ayant une reconnaissance officielle, avait cependant une faible réalité institutionnelle ou organisationnelle. Sous cet angle, l'aventure d'ISYS a au moins une vertu : celle de montrer que même dans une grande organisation structurée comme Paris 1, il existait des marges de manœuvres et des interstices dans lesquelles on pouvait s'autoriser des initiatives assez faiblement instituées<sup>22</sup>.

Les champs de recherche d'ISYS ont été les suivants :

- l'évolutionnisme et l'auto-organisation
- l'économie industrielle appliquée
- le capitalisme cognitif

***L'évolutionnisme et l'auto-organisation***

<sup>22</sup> Nous espérons qu'il en existe toujours...

Chronologiquement, le premier investissement scientifique d'ISYS a été l'évolutionnisme. Il s'agit évidemment de l'évolutionnisme en économie tel qu'il s'est développé au début des années 1980 suite, notamment, à la publication de l'ouvrage de Nelson et Winter (*Richard Nelson et Sidney Winter, An Evolutionary Theory of Economic Change*, Harvard University Press, Cambridge Mass. 1982).

En fait, l'évolutionnisme en économie a des racines ou des manifestations plus anciennes :

\* D'abord un article fameux de T. Veblen publié en 1898 : *Why is economics not an evolutionary science?*, *The Quarterly Journal of Economics*, volume 12, numéro 4, juillet 1898, pp. 373–397. Veblen y remettait en question le principe selon lequel les systèmes économiques tendent à l'équilibre et défendait la thèse que la seule approche rationnelle consiste à poser le principe que les économies évoluent. Ce qui, notamment, conduit à prendre nécessairement en compte l'apprentissage et les phénomènes cumulatifs.

\* Ensuite, cinquante ans plus tard, en 1950, A. Alchian propose une approche évolutionniste de l'économie en privilégiant le darwinisme strict c'est-à-dire la sélection naturelle : *Uncertainty, Evolution and Economic Theory*, *Journal of Political Economy*, vol. 58 : 211–221.

\* Enfin, la thèse de S. Winter, qui est un approfondissement et un prolongement de l'article d'Alchian, publiée en 1964 : *Winter S.G., Economic "natural selection" and the theory of the firm*, *Yale Economic Essays*, vol. 4, printemps, pp. 225-272.

Un autre économiste, F. Hayek est également connu pour son approche évolutionniste (dans *Law, Legislation and Liberty*, The University of Chicago Press, 1973-1979 ; traduit en français en 1981 : *Droit, législation et liberté*, PUF) mais il traite de l'évolution culturelle.

L'ouvrage de Nelson et Winter est en grande partie constitué de la reprise d'articles publiés conjointement par Nelson et Winter tout au long des années 1970. Le long délai qui sépare la thèse de Winter de l'ouvrage de Nelson et Winter ne doit pas faire croire à une mise en sommeil. Il s'agit au contraire d'une lente maturation. Pour l'essentiel cet ouvrage reste dans la veine darwinienne sélectionniste.

Peu après le livre de Nelson et Winter, G. Dosi publia sa thèse en 1984 : *Technical Change and Industrial Transformation. The Theory and an Application to the Semiconductor Industry*. MacMillan, thèse préparée dans un laboratoire de l'Université du Sussex (le SPRU : Science Policy Research Unit) dirigé et fondé en 1966 par C. Freeman l'une des figures marquantes de l'étude de l'innovation en économie. L'inspiration de Dosi est très différente de celle de Nelson et Winter puisqu'elle s'inscrit dans le prolongement des thèses du physicien-chimiste I. Prigogine et de l'historien des sciences T. Kuhn dont le nom est associé au concept de paradigme<sup>23</sup>.

Avant les années 1990 le paradigme évolutionniste était un paradigme vivant et très actif dans le monde mais il avait encore peu pénétré la communauté académique française<sup>24</sup>.

Pourquoi s'intéresser à l'évolutionnisme ? Pour au moins trois raisons. La première est que l'approche évolutionniste est par nature tournée vers l'étude du changement et des transformations d'un système. Elle met l'accent sur les transformations successives d'un système qui co-évolue avec son environnement. La seconde raison est méthodologique : l'approche par l'équilibre privilégie l'étude d'un système à partir de celle d'un état final supposé ; l'approche par l'évolution privilégie l'étude de la façon dont, à partir d'un état initial, le système va suivre une certaine trajectoire qui se construit progressivement et de façon cumulative jusqu'à un état final non déterminé a priori. Elle est causale et explicative par nature.

<sup>23</sup> G. Dosi est aussi l'auteur de deux articles très remarquables : [1982], *Technological paradigms and technological trajectories. A suggested interpretation of the determinants and directions of technical change*, *Research Policy*, vol. 11, p. 147-162 et [1988], *Sources, procedures and microeconomic effects of innovation*, *Journal of Economic Literature*, vol. 26, p. 1120-1171.

<sup>24</sup> Une exception est cependant représentée par la thèse de G. Hamard : *Concurrence et innovation, un programme de recherche néo-schumpétérien*, soutenue à Paris X Nanterre en 1980. L'un des modèles de Nelson et Winter y est repris et développé. On en trouve une présentation dans G. Hamard. *Concurrence et innovation*. In *Revue française d'économie*, volume 3, 1988, pp. 217-240.

La dernière raison est que, à partir de Nelson et Winter l'évolutionnisme a été utilisé pour comprendre le changement technique et l'innovation, de sorte que l'on a qualifié ce mouvement de néo schumpétérien.

On peut rendre compte de la recherche sur l'évolutionnisme au sein d'ISYS à partir de trois initiatives :

### 1 – La constitution d'un groupe de Travail sur l'Évolutionnisme à partir de 1994

Un groupe de travail fut constitué au sein du CEIS de Paris 1 (Centre d'Economie de l'Industrie et des Services) afin d'engager collectivement une lecture et une étude approfondie des principaux textes publiés depuis 1980 sur le sujet.

L'un des produits de cette réflexion fut un texte, préparé en 1995 pour un séminaire animé par A.-L. Cot à l'université Paris X Nanterre : B. Paulré, *Les trois paradigmes de l'évolutionnisme contemporain* cf. Bibliographie ci-dessous). La thèse développée dans ce texte était que l'évolutionnisme contemporain était loin d'être parvenu à l'unité et qu'il était opportun de distinguer au moins trois approches : l'approche que je baptisais de sélectionniste et dérivée de Darwin, l'approche « structurelle » de Dosi inspirée par Prigogine et l'approche de la dépendance du sentier, représentée notamment par B. Arthur.

Ce texte fut publié bien plus tard, en octobre 2004 dans les *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n° 43-44, grâce à A. Hamdouch. (*L'économie industrielle en mutation* A. Hamdouch Ed.) sous le titre : L'analyse évolutionniste contemporaine du changement technique et de l'innovation.

### 2 – L'organisation d'un colloque sur évolutionnisme en économie

Face aux développements importants de l'évolutionnisme et à l'importance de l'intérêt suscité, B. Paulré prit l'initiative d'organiser un colloque sur l'évolutionnisme en économie à l'Université Paris 1 (*L'évolutionnisme. Fondements, Perspectives et Réalisation*). Il obtint pour cela la collaboration de M. Baslé, J.-L. Lemoigne et R. Delorme<sup>25</sup>. P.-Y. Henin, alors vice-président de l'université soutint cette initiative et prononça l'allocution d'ouverture du colloque. J. Lesourne fit la conférence inaugurale.

Ce colloque se déroula dans le prestigieux amphi Louis Liard de la Sorbonne les 19 et 20 septembre 1996. Il s'agit du premier et du plus important colloque organisé en France sur le thème de l'évolutionnisme en économie. Il rassembla environ 200 participants sur 2 jours.

Jean Gayon, alors professeur de philosophie à l'Université Paris 1, y participa. Il était l'un des spécialistes de la pensée darwinienne en France et peut être le plus réputé sur ce thème en philosophie. Lorsqu'il fut sollicité Il fut très étonné d'apprendre que l'évolutionnisme darwinien (l'une des approches évolutionnistes) était une source d'inspiration féconde pour les économistes et qu'elle connaissait un certain succès. Grace à J. Gayon, A. Langaney Professeur au Museum National d'Histoire Naturelle participa aussi au colloque (notamment dans le cadre d'une Table Ronde sur Biologie et évolutionnisme en économie qui, présidée par R. Delorme, rassembla A. Boyer, J. Gayon, G. Hodgson et A. Langanay)<sup>26</sup>.

On parvint à publier la majeure partie (sinon la totalité) des conférences via trois publications rassemblant au total 45 articles :

<sup>25</sup> Le regretté P. Garrouste apporta aussi un concours précieux.

<sup>26</sup> Les 6 sessions furent présidées par A. Cot, R. di Ruzza, P. Garrouste, A. d'Autume, O. Favereau et D. Encoua.

\* un numéro spécial d'*Economies et sociétés* : Evolutionnisme et institutionnalisme dans la pensée économique (12 articles). Introduction d'A.Cot : Évolutionnisme et théorie économique : les leçons de l'histoire.

\* un numéro spécial d'*Economie appliquée* : L'évolutionnisme contemporain en économie (10 articles). Introduction de M. Baslé, R. Delorme, J.-L. Lemoigne et B. Paulré : L'évolutionnisme contemporain en économie.

\* un livre publié chez L'Harmattan : *Approches évolutionnistes de la firme et de l'industrie* (23 articles).

### 3 – L'approfondissement du thème de l'auto-organisation

Est auto-organisé « tout système capable non seulement de générer de façon autonome et apparemment spontanée un certain ordre, mais aussi de se maintenir et d'évoluer au sein d'un environnement changeant en modifiant sa structure » (B. Paulré in *Mélanges en l'honneur de J. Lesourne*, 2000).

Au départ le concept est issu de la cybernétique et plus particulièrement des travaux du psychiatre anglais W. Ross Ashby qui l'a introduit en 1947<sup>27</sup>,<sup>28</sup>. Un ouvrage fut publié sous ce titre en 1960 par Yovits et Cameron<sup>29</sup>. On y trouve notamment une contribution de H. von Foerster sur la fameuse théorie de la création d'ordre à partir du bruit. La notion fut reprise et diffusée dans les années 1960 et 1970 dans le cadre du développement de la systémique et du nouvel intérêt pour la Théorie générale des systèmes de L. von Bertalanffy. C'est ainsi qu'en France nous pouvons citer plusieurs contributions majeures apparues à la fin des années 1970 et au cours des années 1980 : notamment de J. Lesourne ou du CREA (Centre de recherches en Epistémologie Appliquée fondé et animé par J.-P. Dupuy qui joua un rôle essentiel dans la diffusion de la cybernétique en France)<sup>30</sup>.

L'auto-organisation, notion distincte de l'évolutionnisme même si elle en est proche, demeure assez méconnue en économie<sup>31</sup>. Le concept y est rare mais cependant bien présent.

<sup>27</sup> Cf. Principles of the Self-Organizing Dynamic System in *Journal of General Psychology* (1947), volume 37, pages 125-128 (première occurrence « moderne » du terme « auto-organisation »). Ashby démontra l'impossibilité logique de l'auto-organisation d'un système si celui-ci est fermé, autrement dit sans interaction avec son environnement. L'auto-organisation au sens strict est donc impossible et l'on ne peut parler d'auto-organisation qu'en un sens non strict c'est-à-dire pour des systèmes qui interagissent avec leur environnement ; en écartant toutefois le cas trivial des systèmes dont le changement de programme est introduit par un programmeur. Sont donc auto-organiseurs des systèmes ouverts tels qu'aucune loi préfigurant un changement de programme ou de structure n'est présente, fut-ce implicitement, dans les données et informations issues des interactions avec leur environnement.

<sup>28</sup> Nous pourrions remonter à Kant qui souligne bien, dans des termes qui gardent toute leur portée, le problème de l'auto-organisation. Ainsi lorsqu'il écrit, dans la deuxième partie de la *Critique de la faculté de juger*, qu'une fin naturelle est un « être organisé et s'organisant lui-même » où « toute partie, tout de même qu'elle n'existe que par toutes les autres, est aussi conçue comme existant pour les autres parties et pour le tout » (édition GF Flammarion, 2015, pp. 365-366).

<sup>29</sup> M. C. Yovits et S. Cameron, Eds, 1960, *Self-Organizing Systems*, Pergamon Press.

<sup>30</sup> La première contribution française à la réflexion sur l'auto-organisation fut un rapport rédigé en 1967 par R. Fortet et H. Le Boulanger au sein de la Sema (alors dirigée par J. Lesourne qui en fut aussi le fondateur) : *Eléments pour une synthèse sur les systèmes à auto-organisation*, *Metra*, série spéciale, n° 12, 1967 (pour la petite histoire notons que ce rapport fut préfacé par R. Gibrat, bien connu des économistes...). J. Lesourne publia en 1976 un ouvrage sur la systémique qui ne recueillit pas toute l'attention qu'il méritait : *Les systèmes du destin*, Dalloz, 1976 (cf. pp. 73-83). Du CREA il faut retenir *Histoires de cybernétique* et *Généalogies de l'auto-organisation* respectivement numéros 7 et 8 des *Cahiers du CREA* publiés en 1985. L'ouvrage de référence en France demeure les actes du colloque sur L'auto-organisation de Cerisy de 1981 (P. Dumouchel et J.-P. Dupuy Eds, *L'auto-organisation. De la physique au politique*, Ed. du Seuil 1983, réédité en 2022).

<sup>31</sup> On peut se poser la question de savoir si une approche évolutionniste n'est pas par nature une approche de l'auto-organisation d'un système. Nous avons répondu que la notion d'auto-organisation est utile pour aborder globalement les différentes approches évolutionnistes (in *Evolutionnisme contemporain et auto-organisation*, *Economie Appliquée*, tome L, n° 3, pp. 121-150). Par contre, G. Hodgson refuse que la théorie de l'auto-



J. Lesourne fut l'un des premiers économistes à souligner l'intérêt de cette problématique<sup>32</sup> et à présenter, dès 1981, une première série de modèles de marché conçus sur cette base<sup>33</sup>. Il en souligna plus tard la portée générale et l'intérêt pour l'économie<sup>34</sup>. P. Krugman souligna également l'importance de la notion d'auto-organisation pour l'économie dans un ouvrage publié en 1996 : *The self-organizing economy* (Blackwell Pub.)<sup>35</sup>. Observons au passage que la problématique de l'auto-organisation englobe celle de l'émergence. L'émergence d'une propriété globale d'un système complexe peut être comprise comme le résultat de son auto-organisation.

En 1993 B. Paulré publia un article qui traitait de l'auto-organisation dans la perspective de l'étude du changement technique : Apprentissage et systémique. L'analyse du changement technique : entre préformisme et constructivisme. Piaget, Ashby, Maruyama, dans la revue *Economies et sociétés*. Cela à l'invitation de C. Berthomieu. En 1997 il publia un article sur Évolutionnisme et auto-organisation dans le numéro spécial de la revue *Economie Appliquée* consécutif au colloque de Paris sur l'évolutionnisme (1997). Il y suggère que l'auto-organisation peut être considérée comme une problématique centrale et englobante de l'évolutionnisme. En 2000 la contribution de B. Paulré aux Mélanges en l'honneur de J. Lesourne (*Décision, Prospective et Auto-organisation, Dunod*) fut consacrée à L'auto-organisation comme objet et comme stratégie de recherche. Il y défend et illustre la thèse « qu'une approche en termes d'auto-organisation dans le domaine de l'économie industrielle est justifiée et concevable ».

Le 16 juin 2003 ISYS organisa une journée d'étude sur l'auto-organisation à la Maison des Sciences Economiques notamment avec J. Lesourne, G. Dosi et P. Allen. C. Dupuy (du Lereps de Toulouse) contribua aussi à son organisation. Il en résulta, en 2005, un numéro spécial de la revue *European Journal of Economic and Social Systems*. Y sont rassemblés les contributions de P. Allen (Models of Self-organisation and Evolution in Socio-Economic Systems, pp. 171-199), de J. Lesourne (Some Research Areas in Evolutionary Microeconomics, pp. 161-170) et de B. Paulré (Self-organization in Economics. Introduction au numéro, pp. 157-165) ainsi que les articles de jeunes docteurs en économie :

---

organisation soit considérée comme une théorie alternative à l'approche sélectionniste et plaide plutôt en faveur d'une complémentarité de la sélection et de l'auto-organisation (2002, Darwinism in economics : from analogy to ontology, *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 12, pp. 259-281). Il fait comme s'il y avait d'abord l'auto-organisation d'un système puis sa sélection éventuelle par son environnement. Ce faisant, il semble postuler que l'auto-organisation d'un système s'étudie se conçoit indépendamment de l'environnement, ce qui est logiquement impossible (cf. note 14 ci-dessus).

<sup>32</sup> N'oublions pas, dans un style plus fondamentalement épistémologique l'ouvrage essentiel de Y. Barel, 1973, *La reproduction sociale*, Ed. Anthropos.

<sup>33</sup> J. Lesourne et G. Laffond, *Market dynamics and search processes*, Congrès Européen de la Société d'Econométrie, Amsterdam, 1981. Cf. aussi : J. Lesourne, 1988, Le marché comme système autopoïétique, *Revue Internationale de Systémique*, vol. 1.

<sup>34</sup> Notons : J. Lesourne coordinateur en 1985 d'un numéro spécial de la revue *Economie Appliquée* : La science économique et l'auto-organisation (Tome XXXVII, n° 3-4) avec des articles d'U. Witt, A. Kirman, G. Laffont etc. ; en 1988, La science économique et l'auto-organisation in *Temps et devenir. A partir de l'œuvre d'Ilya Prigogine*, Ed. Patino (Actes du colloque de Cerisy de 1983). Puis la coordination, en 1989, d'un autre numéro spécial d'*Economie Appliquée* (Tome LXII, n° 3) : La science économique et l'auto-organisation : résultats et perspectives. Et surtout, en 1991, *L'Économie de l'ordre et du désordre*, Economica.

<sup>35</sup> Convaincu que « les idées de la théorie des systèmes à auto-organisation peuvent améliorer substantiellement notre compréhension de l'économie... », notamment afin de prendre en compte l'aspect géographique de l'économie, P. Krugman montre que les modèles de l'auto-organisation peuvent être appliqués à bon nombre de phénomènes économiques et « comment le principe de l'ordre à partir de l'instabilité, qui explique la croissance des ouragans et des embryons, peut aussi expliquer la formation des villes et des cycles des affaires » (1996, p. vi).

- S. Lavigne : Présentation d'un marché financier artificiel destiné à l'analyse de l'effet du comportement des investisseurs sur la dynamique du marché. Le traitement du modèle met en évidence le rôle de point focal, pour les investisseurs, des agences de notation et ses conséquences sur la dynamique de spéculation.
- M. Saint-Jean : Étude exploratoire, en simulation, des dynamiques de deux populations de firmes liées par des relations verticales et mise en évidence de la détermination endogène des caractéristiques d'un produit nouveau.
- O. Bouba-Olga : Etude des effets du développement d'une économie fondée sur la connaissance sur l'évolution des disparités régionales. L'auteur montre que le développement régional dépend, plus ou moins inégalement, de la nature de la connaissance et de son mode de diffusion spatial.
- N. Jacoby : Présentation d'un modèle de micro-simulation des entreprises permettant l'étude de l'impact des mécanismes de sélection interne sur leurs performances.
- N. Carayol et P. Roux : Élaboration d'un modèle d'innovation collective fondé sur une représentation de la formation d'un réseau. On y montre que l'ensemble des réseaux émergents à long terme est influencé par le degré de transférabilité des connaissances.

Les retombées de la recherche sur l'évolutionnisme et l'auto-organisation pour l'enseignement doctoral furent loin d'être marginales. Très concrètement, les étudiants du DEA d'Economie industrielle purent bénéficier, pendant toute la période durant laquelle B. Paulré en assura la direction (de 1997 à 2011), de la présence, comme professeurs associés, de P. Allen et de G. Dosi. Ce qui leur permit d'être au contact de ce qu'il y avait de plus avancé dans la réflexion systémique appliquée à l'économie (et à l'économie industrielle notamment)<sup>36</sup>.

Les thèmes de l'évolutionnisme et de l'auto-organisation débouchèrent sur une thèse : celle que L. Le Dortz consacra à *L'émergence industrielle : un nouvel objet d'étude*, soutenue en 1997 à Paris 1. Devenu consultant à Syndex, L. Le Dortz fut aussi, pendant plusieurs années, enseignant-chercheur dans le DEA d'Economie industrielle.

L'émergence d'un secteur nouveau (celui de la téléphonie mobile pour L. Le Dortz) peut être considéré, en économie industrielle, comme la manifestation caractéristique d'un processus d'auto-organisation puisqu'il s'agit d'un phénomène de recomposition et de réallocation des ressources effectuées au sein d'un système. Il y avait là (et il y a toujours) une piste de recherche originale insuffisamment exploitée. Pour utiliser le vocabulaire actuel il s'agit d'étudier l'émergence de nouveaux écosystèmes industriels<sup>37</sup>. Dit autrement, ce thème rejoint celui de la destruction créatrice de Schumpeter mais en mettant principalement l'accent sur l'aspect positif et créateur du processus.

Une autre thèse fut entreprise en 2009 par C. Barrau (actuellement chargée de la valorisation à l'Agence de l'innovation de défense, ministère des Armées) sur *Les processus de sélection en économie*.

On peut s'interroger sur ce qu'est devenu le courant évolutionniste et si l'approche en termes d'auto-organisation est encore appliquée aujourd'hui. Sur la première question on peut rappeler l'une de nos premières observations : l'approche évolutionniste n'a pas fait son unité. Cela semble toujours valable aujourd'hui. Même si sa pertinence demeure intacte, il faut reconnaître que globalement elle a perdu de son dynamisme. Ce qui n'est pas étonnant étant donné sa prégnance et sa formidable productivité pendant une trentaine d'années (1980-2010). Quoiqu'il en soit, elle n'a certainement pas perdu sa pertinence<sup>38</sup>. Quant à la deuxième question la réponse

---

<sup>36</sup> B. Paulré avait fait la connaissance de Peter Allen à la fin des années 1970 à Mons puis à Bruxelles à l'époque où il était l'un des collaborateurs d'I. Prigogine et était en quelque sorte chargé d'explorer les applications aux sciences humaines des principes d'analyse issus de la physique « Prigoginienne ». Cf. à ce propos l'ouvrage fameux de I. Prigogine et de I. Stengers : *La nouvelle alliance*, Gallimard, 1979. Il avait d'ailleurs co-organisé avec lui un colloque à l'Université Libre de Bruxelles intitulé *Des sciences physiques aux sciences sociales*, du 16 au 18 juin 1982, (avec la participation de K. Boulding, R. Day, B. Richmond...) patronné par I. Prigogine. Les actes furent publiés en 1985 sous la forme d'un numéro spécial de la revue *Environment and Planning* série B, vol. 12, n° 1.

<sup>37</sup> Cf. B. Paulré, janvier 2009, Note sur l'évolutionnisme et sur l'analyse du changement, in PIPAME, *Etude des chaînes de la valeur dans l'industrie aéronautique*.

<sup>38</sup> Cf. l'article très récent de G. Dosi, septembre 2022, *The Agenda for Evolutionary Economics: Results, Dead Ends, and Challenges Ahead*, Working paper, Institute of Economics & EMbeDS, Sant'Anna School of Advanced Studies, Pisa, Italy.

comporte aussi une part de déception en ce qui concerne l'usage du concept dans les domaines de l'économie industrielle et de l'innovation. Cependant un rebond inattendu est un peu passé « sous les radars ». Nous le devons à E. Ostrom, qui formula son programme de recherche en ces termes : « We hope... to contribute to the development of an empirically valid general theory of self-organization and self-governance »<sup>39</sup>. Dans un article publié en 2009 dans la revue *Science*, E. Ostrom développe une analyse de soutenabilité des systèmes socio-écologiques sur la base d'une approche auto-organisationnelle<sup>40</sup>. Certes la conception de l'auto-organisation d'E. Ostrom est plus proche de la notion d'autogestion que de celle de la théorie des systèmes auto-organisés d'inspiration cybernétique. Son point de vue est institutionnaliste. Mais il y a là, justement, une opportunité et un problème intéressant. Car, d'un côté, les économistes intéressés par la notion d'auto-organisation peuvent trouver chez Ostrom une illustration empirique du phénomène, enrichir leur répertoire de ce type de situation économique, et trouver une occasion d'en approfondir la nature et les caractéristiques. De l'autre, réciproquement en quelque sorte, on peut imaginer que l'approche d'Ostrom puisse bénéficier des apports et des modèles de la théorie des systèmes à auto-organisation.

Mentionnons un autre type d'investissement que l'on peut associer au thème de l'évolutionnisme (et plus particulièrement à l'une de ses dimensions qui est l'étude économique de la connaissance. Il s'agit d'un colloque qui s'est tenu au Centre Panthéon de l'Université Paris Panthéon Sorbonne en novembre 2004 sur le thème de La connaissance dans les sociétés techniciennes. Trois laboratoires de l'Université Paris 1 contribuèrent à l'organisation de cette manifestation : le CETCOPRA, dirigé par Alain Gras, le CREDAP dirigé par Lucien Sfez et ISYS-MATISSE. Alain Touraine prononça la conférence d'ouverture de ce colloque. Un ouvrage fut publié à partir des contributions au colloque avec le même titre (2010, *La connaissance dans les sociétés techniciennes*, L'Harmattan). B. Paulré en rédigea la présentation ainsi qu'un chapitre sur le thème Technique et connaissance en économie.

#### Bibliographie sur Evolutionnisme, Auto-organisation et Economie de la connaissance

##### Séminaires et colloques organisés ou co-organisés par ISYS

- Séminaire mensuel, janvier à juin 2006, *La connaissance dans les sociétés techniciennes*, avec S. Craipeau et G. Dubey. Organisé à l'ENST
- Séminaire sur *L'Auto-organisation*, 16 juin 2003, organisé avec C. Dupuy et la participation de P. Allen, G. Dosi, J. Lesourne. Université Paris 1, Paris, Maison des Sciences Economiques.
- Colloque, 19 et 20 novembre 2004, organisé par ISYS avec le CETCOPRA (A. Gras), le CREDAP (L. Sfez), TELECOM et Management Sud Paris/Institut Telecom : *La connaissance dans les sociétés techniciennes*, Université Paris 1, Paris, Centre Panthéon,
- Colloque, 19 et 20 septembre 1996, *L'Evolutionnisme. Fondements, Perspectives et Réalisations*. Université Paris 1, Paris, Sorbonne.

##### Articles dans des revues

- B. Paulré, 2007, Introduction de Self-organization in economics, numéro special du *European Journal of Economic and Social Systems*, n° 20.
- B. Paulré, septembre 2005, Enjeux et genèse de l'économie cognitive (extraits de), reproduit in *Problèmes économiques*, n° 2883, Dossier : nouveaux regards sur l'homo œconomicus.
- B. Paulré, 2005, Towards a Connexionist Theory of the Firm. How Knowledge is Treated in Economic Analysis, in Firm, Knowledge and Innovation, numéro spécial du *European Journal of Economic and Social Systems*, P. Jollivet et E. Lorenz (Coord.), vol. 18, n° 1.

<sup>39</sup> Interview d'E. Ostrom dans P. D. Aligica et P. J. Boettke, 2009, *Challenging Institutional Analysis and Development. The Bloomington School*. Routledge, p. 159.

<sup>40</sup> E. Ostrom, juillet 2006, A General Framework for Analyzing Sustainability of Social-Ecological Systems, *Science*, vol. 325, n° 5939, pp. 419-422.

- B. Paulré, 2004, L'analyse évolutionniste contemporaine du changement technique et de l'innovation, in A. Hamdouch (Ed.), *L'économie industrielle en mutation, Cahiers lillois d'économie et de sociologie*.
- B. Paulré, 1997, Evolutionnisme contemporain et auto-organisation, in L'évolutionnisme contemporain en économie, numéro spécial de la revue *Economie appliquée*, Tome L, n° 3.
- B. Paulré, 1997, L'apport de l'évolutionnisme contemporain à l'analyse économique de l'innovation, in L'évolutionnisme contemporain en économie, numéro spécial de la revue *Economie appliquée*, Tome L, n° 3.
- B. Paulré, 1993, Apprentissage et systémique. L'analyse du changement technique : entre préformisme et constructivisme. Piaget, Ashby, Maruyama, in *Economies et sociétés, Série Dynamique technologique et organisation*, n°1, pp. 25-61.

#### Chapitres d'ouvrages

- B. Paulré, 2010, Technique, connaissance et économie, in S. Craipeau, G. Dubey, P. Musso et B. Paulré (Coord.), 2010, *La connaissance dans les sociétés techniciennes*, L'Harmattan.
- B. Paulré, 2010, Présentation de l'ouvrage, in S. Craipeau, G. Dubey, P. Musso et B. Paulré (Coord.), *La connaissance dans les sociétés techniciennes*, L'Harmattan, 2008
- B. Paulré, 2000, L'auto-organisation comme objet et comme stratégie de recherche. L'exemple de l'économie industrielle, in J. Thepot, M. Godet, F. Roubelat et A. E. Saab (Coord.), *Décision, Prospective, Auto-organisation, Mélanges en l'honneur de Jacques Lesourne*, Dunod, pp. 382-407.
- B. Paulré, 1999, La théorie évolutionniste de la firme comme programme de recherche, article introductif de l'ouvrage collectif *Les approches évolutionnistes de l'entreprise et de l'industrie*, Paris, L'Harmattan.
- B. Paulré, 1998, Contribution à *Théorie économique de l'information*, édité par P. Petit, La Découverte.

#### Articles non publiés

- B. Paulré, 1995, *Les trois paradigmes de l'évolutionnisme contemporain*, Working Paper du CEIS.

#### Livres et numéros spéciaux de revues

- M. Baslé, R. Delorme, J.-L. Lemoigne, B. Paulré (Coord.), mai 1999, *Approches évolutionnistes de la firme et de l'industrie*, L'Harmattan.
- M. Baslé, R. Delorme, J.-L. Lemoigne, B. Paulré (Coord.), janvier 1999, Evolutionnisme et institutionnalisme dans la pensée économique, numéro spécial de la revue *Economies et sociétés*, Tome XXXIII, n° 1, janvier 1999, Hors-série n° 35.
- M. Baslé, R. Delorme, J.-L. Lemoigne, B. Paulré, (Coord.), L'évolutionnisme contemporain en économie, numéro spécial de la revue *Economie appliquée*, Tome L, 1997, n° 3.
- S. Craipeau, G. Dubey, P. Musso et B. Paulré (Coord.), 2010, *La connaissance dans les sociétés techniciennes*, L'Harmattan.
- B. Paulré (Coord.), 2007, Self-organization in economics, numéro spécial de la revue *European Journal of Economic and Social Systems*, n° 20.

#### Conférences

- G. Colletis et B. Paulré, 30 juin 2008, *La co-évolution de la finance et de la connaissance dans le capitalisme contemporain*, Séminaire ARC II (Accumulation, Régulation, Croissance et Crise) organisé par P. Petit.
- B. Paulré, 16 janvier 2006, *Présentation du séminaire*, Séminaire La connaissance dans les sociétés techniciennes, 1<sup>ère</sup> séance, MSE, 16 janvier 2006.
- B. Paulré, 13 mars 2006, *L'économie de la connaissance. Une approche critique*, Séminaire La connaissance dans les sociétés techniciennes, ENST.

- B. Paulré, 26 janvier 2006, *Entre l'individu et le collectif : la compétence (L'analyse économique de la compétence : une approche conceptuelle)*, Université de Technologie de Compiègne, séminaire international (conférence invitée).
- B. Paulré, 19 novembre 2004, Présentation et conférence sur *La connaissance dans les sociétés techniciennes*, Colloque organisé par ISYS avec le CETCOPRA (A. Gras) et le CREDAP (L. Sfez) ;, Université Paris 1, Paris, Centre Panthéon,

### ***L'économie industrielle appliquée***

Le laboratoire ISYS fut associé, comme laboratoire d'accueil, au DEA D'économie industrielle. Très naturellement, certains étudiants issus de ce DEA et inscrits en thèse étaient intégrés dans ce laboratoire et préparèrent des thèses sur des sujets relevant de l'économie industrielle. Nous en dénombrons 11 :

- B. Dumont (actuellement Professeur à l'Université Paris 13) : *Coopérations horizontales entre concurrents et politique européenne de la concurrence*, soutenue en 1997
- L. Le Dortz (actuellement consultant Syndex)
- P. Bourgeois (actuellement Chef de projet à la Délégation à l'emploi et à la Formation Professionnelle) : *Les politiques de la science et de la technologie : la fin des modèles ?*, soutenue en 2005.
- L. Bernard (actuellement Directeur Financier de Boxy), *La compétitivité française dans l'industrie automobile*, soutenue en 2006.
- A. Coad (actuellement Professeur à la Waseda Business School au Japon) : *Caractéristiques et déterminants des taux de croissance des firmes : investigations empiriques*, soutenue en 2007.
- D. Lebert (actuellement Professeur associé à l'ENSTA) : *Essai sur la structure et la dynamique du capitalisme contemporain de la division internationale du travail*, soutenue en 2010.
- L. Zibell (actuellement consultant après avoir été directeur du projet Futuris) : *Prédiction des résultats de la R&D coopérative en Europe : compétences collectives et cultures*, soutenue en 2010.
- Y. Hongye : *Les modèles différents de développement du capital-risque : inspiration pour la Chine*, soutenue en 2010.
- M. Dosso (actuellement chercheur au Centre Commun de Recherche (CCR/JRC) de l'UE, à Séville) : *Les systèmes nationaux d'innovation et les dynamiques des spécialisations technologiques et productives*, soutenue en 2012.
- H. El Younsi (actuellement Chercheur associée au laboratoire d'Économie Appliquée de l'ENSTA ParisTech. : *Le recentrage des entreprises non financières : analyse sur une longue période en Europe et aux Etats-Unis*, soutenue en 2012.
- J. Bainée (actuellement senior manager en charge de la croissance externe du projet Mobilize beyond Automotive du groupe Renault), *Conditions d'émergence et de diffusion de l'automobile électrique : une analyse en termes de "bien-système territorialisé"*, soutenue en 2013.
- H. C. Lopez Rizzo (actuellement Consultant international indépendant et chercheur associé au CERALE Centre d'Etudes et de Recherche Amérique Latine Europe) : *La place des PME dans les exportations, la croissance, l'emploi et l'innovation : une approche empirique et comparative*, soutenue en 2014.

En parallèle de l'encadrement de thésards, certains membres de l'équipe ISYS furent impliqués dans des travaux financés par le ministère de l'Industrie (MINEFI). Une relation étroite

s'instaura entre le laboratoire et l'Observatoire des Stratégies Industrielles (O.S.I.) dirigé à cette époque par G. Postel-Vinay avec, plus particulièrement, la participation de Joelle Le Goff, chargée de mission au Ministère. Quatre rapports furent préparés au sein d'ISYS destinés au Ministère de l'Industrie :

- sur l'électronique Européenne : B. Paulré (Coord.), septembre 1997, *L'industrie électronique européenne : hétérogénéités et incertitudes*. Rapport prolongé par une contribution dans un ouvrage collectif : B. Paulré, Les incertitudes de l'électronique européenne in E. Mathieu Ed., mai 1998, *Industrie française et mondialisation*.

- sur le recentrage des grands groupes (que l'on peut appeler aussi dé-diversification) : B. Paulré (coord.), 2000, *Les stratégies de recentrage dans les secteurs de haute technologie : chimie, pharmacie, informatique et télécommunications*. Cette étude trouvera un développement et un approfondissement statistique dans la thèse de H. El Younsi soutenue en 2012 : *Le recentrage des entreprises non financières : analyse sur une longue période en Europe et aux Etats-Unis*. Publiée en 2013 sous le titre *Les stratégies de recentrage des entreprises : Europe, États-Unis - 1990-2008*.

La question du recentrage émergea nettement dans la dernière décennie du XXème siècle. On peut mettre ce mouvement en perspective longue avec la diversification, thématique dominante des stratégies industrielles des années 1960-1970 (H. Igor Ansoff et Boston Consulting Group), puis, dans les années 1980, avec le démantèlement de certaines grandes entreprises sous l'effet des manœuvres de prise de contrôle débouchant sur des cessions partielles d'activités donc sur une forme un peu sauvage de recentrage (cf. note 48 ci-dessous). Dans les années 1990 le recentrage pouvait être considérée comme une stratégie industrielle rationnelle plus que la conséquence d'une démarche de réalisation de plus-value d'investisseurs activistes imposée aux équipes de direction.

- sur le rachat de start up par les grands groupes : B. Paulré (Coord.), 2002, *Le rachat de start up dans la haute technologie électronique, pharmacie, biotechnologies*.

Cette étude mit en évidence, pour la première fois, le fait qu'à la fin de la décennie 1990 les rachats de start up par des grands groupes aux Etats-Unis sont plus nombreux que les sorties par entrée en bourse (IPO : *Initial Public Offering*). Ce qui, selon nous, faisait émerger ce que nous avons baptisé le « 3<sup>ème</sup> modèle d'innovation schumpeterien » : le premier est celui de l'entreprise naissante qui accomplit tout le processus (cf. J. Schumpeter, 1911, *Théorie de l'évolution économique*) ; le second est celui de la grande entreprise qui innove en exploitant le résultat de la R&D menée en son sein (modèle du *trustified capitalism* comme le baptise J. Schumpeter : 1928, *The Instability of Capitalism, Economic Journal*) ; le troisième serait celui de la grande entreprise qui réalise pleinement l'innovation en rachetant une start up qui a à peine commencé la commercialisation de son produit innovant.

On trouve un résumé de cette étude dans un 4 pages du SESSI : B. Paulré avec J. Le Goff, L. Le Dortz et D. Perrochon, octobre 2003, *Le rachat des « jeunes pousses » dans la haute technologie L'exemple des Etats-Unis*. Une autre présentation fut faite dans le cadre du Colloque du cinquantenaire de l'ANDESE (Association Nationale des Docteurs en Sciences Economiques) B. Paulré, Le capital-risque et le rôle des grandes entreprises aux Etats-Unis.

- Une étude franco-américaine sur les alliances stratégiques : B. Paulré (coord.), 2005, *Les alliances stratégiques et la connaissance. Le cas des alliances transfrontalières de R&D*, Rapport pour le MINEFI (Observatoire des Stratégies Industrielles). Recherche financée par le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, en relation avec l'Université de Washington (Madame N. Lewinson). Cette recherche est centrée sur la question de la place de la connaissance dans les alliances. La question étudiée est double : (i) dans quelle mesure la production et l'échange de connaissances constituent-elles des raisons déterminantes de la

mise en place d'alliances ? (ii) comment la connaissance est-elle « gérée » dans le cadre des alliances de recherche ? Cette étude se fondait d'une part sur l'utilisation d'une base de données mondiale sur les alliances (base Thomson) et, d'autre part, sur une enquête menée en Europe et aux Etats-Unis. Elle ne fut pas publiée.

Une autre étude sur une vision longue du Capital-risque aux Etats-Unis fut financée par l'Institut de la Caisse des Dépôts : B. Paulré, décembre 2003, *Le Capital-risque aux Etats-Unis (1959-2001)*, Caisse des Dépôts et Consignations Institut. Cette étude trouve un prolongement dans la thèse de Hongye, soutenue en 2010, qui fait une comparaison des systèmes de capital-risque dans différents pays.

L'idée directrice de toutes ces études était de rendre compte des transformations en cours dans l'industrie. Les années 1990 et 2000 furent en effet fertiles en changements importants à la faveur de la mondialisation, des développements des technologies de l'information et des innovations nombreuses. On peut affirmer que le DEA d'Economie de l'industrie et des services a repli sa fonction, en termes de formation de base (une vingtaine d'étudiants par an en moyenne) aussi bien qu'en termes d'encadrement de préparation de thèse. Les nombreux mémoires accumulés au fil des ans témoignent de la variété des thèmes abordés et des connaissances empiriques et théoriques accumulées au sein du laboratoire dans le domaine de l'économie industrielle. Notons qu'à partir de 2005, fut introduit dans la maquette un séminaire sur Mondialisation et économie du sport, pris en charge par notre collègue Wladimir Andreff. Ce qui, à l'époque était une forme d'innovation.

En plus des activités dont nous avons rendu compte, un Séminaire d'Economie Industrielle mensuel fut mis en place afin d'inviter des experts, universitaires ou extérieurs à l'université pour alimenter notre réflexion à partir de la présentation de problèmes concrets ou de réflexions théoriques en cours d'élaboration <sup>41</sup>.

Notons que, à la jointure de l'économie industrielle et de l'économie sociale, et à l'initiative de J.-P. Galavielle, le laboratoire ISYS organisa deux manifestations sur la Responsabilité sociale de l'Entreprise. La première se tint le 27 avril 2007 à la Maison des Sciences Economiques de Paris 1.

Enfin, mentionnons un ouvrage collectif de MATISSE issu d'une journée d'étude qui mobilisa tout le laboratoire sur le thème de la Stratégie. Cette publication fut coordonnée par B. Paulré : 1998, *Épistémologie de la stratégie en économie*, Publications de la Sorbonne.

#### Bibliographie sur l'économie industrielle

##### Séminaires et colloques organisés par ISYS

*Séminaire d'Economie industrielle de Matisse*, Maison des Sciences Economiques, Mensuel de 2005 à 2009.

##### Articles dans des revues

El Yousi H. et D. Lebert, 2010, Une nouvelle mesure de la globalisation des échanges *European Journal of Economic and Social Systems*, 2010, 23 (2), pp.49-75

B. Paulré avec J. Le Goff, L. Le Dortz et D. Perrochon, octobre 2003, *Le rachat des « jeunes pousses » dans la haute technologie L'exemple des Etats-Unis*, 4 pages du SESSI, n° 182.

B. Paulré, Le capital-risque et le rôle des grandes entreprises aux Etats-Unis, *Vie et sciences économiques*, Revue de l'ANDESE. Colloque du cinquantenaire de l'ANDESE : "Eclairer l'avenir", 12 juin 2003, Université Paris 9 Dauphine.

---

<sup>41</sup> Ce séminaire fut aussi baptisé Séminaire ISYS.

### Chapitres d'ouvrages

- D. Lebert , H. El Younsi , F. Lequeux , J. Gallo et Eric Zyla, 2009, Les échanges industriels entre les pays du bassin méditerranéen. Application d'un nouvel algorithme de *clustering* sur données de flux, in H. Ben Hammouda; N. Oulmane; R. Sandretto (Coord.), *Emergence en Méditerranée : attractivité, investissements internationaux et délocalisations*, L'Harmattan, 2009.
- B. Paulré, Les Alliances dans le secteur des semi-conducteurs, chapitre du rapport sur *Les Alliances stratégiques et la connaissance. Le cas des alliances transfrontalières de R&D*.
- B. Paulré, 2000, Nécessité et objet d'une épistémologie de la stratégie, in *Epistémologie de la stratégie en économie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- B. Paulré, 2000, Les formes de la stratégie en économie, in *Epistémologie de la stratégie en économie*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- B. Paulré, mai 1998, Les incertitudes de l'électronique européenne in E. Mathieu Ed., *Industrie française et mondialisation*, collection Chiffres clés de la Direction générale des stratégies industrielles du Secrétariat d'Etat à l'industrie.

### Articles non publiés

- Lebert D. et D. Perrochon, 2000, *L'utilisation des notions de confiance et de proximité dans l'étude des processus de R&D pharmaceutiques*.

### Livres

- H. El Younsi, *Les stratégies de recentrage des entreprises : Europe, États-Unis - 1990-2008*, Presses Académiques Francophones.

### Rapports

- B. Paulré, 2003, *Le capital-risque aux Etats-Unis : Structure et évolution du système*. 2003.  
[https://www.researchgate.net/publication/272151153\\_Le\\_Capital-risque\\_aux\\_Etats-Unis\\_1959-2001\\_Paris\\_decembre\\_2003\\_Caisse\\_des\\_Depots\\_et\\_Consignations\\_Institut](https://www.researchgate.net/publication/272151153_Le_Capital-risque_aux_Etats-Unis_1959-2001_Paris_decembre_2003_Caisse_des_Depots_et_Consignations_Institut)
- B. Paulré, coordinateur du Rapport pour le MINEFI (Observatoire des stratégies industrielles) sur *Les Alliances stratégiques et la connaissance. Le cas des alliances transfrontalières de R&D*.
- B. Paulré (Coord.), 2002, *Le rachat de start up dans la haute technologie électronique, pharmacie, biotechnologies. Etude réalisée par le Laboratoire MATISSE-ISYS, Innovation-système-stratégie et le Centre français du commerce extérieur pour le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie*.  
[https://www.researchgate.net/publication/273772851\\_Le\\_Rachat\\_de\\_Start\\_up\\_dans\\_la\\_haute\\_technologie\\_Electronique\\_Pharmacie\\_et\\_Biotechnologies\\_Etude\\_coordonnee\\_par\\_Bernard\\_Paulre\\_octobre\\_2002](https://www.researchgate.net/publication/273772851_Le_Rachat_de_Start_up_dans_la_haute_technologie_Electronique_Pharmacie_et_Biotechnologies_Etude_coordonnee_par_Bernard_Paulre_octobre_2002)
- B. Paulré, Présentation générale.
- J. Le Goff, Le secteur Informatique.
- L. Le Dortz, Le secteur des Equipementiers de télécommunication.
- D. Perrochon, Les secteurs Pharmacie et Biotechnologies.
- B. Paulré, Le secteur des Semi-conducteurs.
- B. Paulré (coord.), 2000, *Les stratégies de recentrage dans les secteurs de haute technologie : chimie, pharmacie, informatique et télécommunications*, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, Direction générale de l'industrie, des technologies de l'information et des postes  
[https://www.researchgate.net/publication/273772579\\_Le\\_recentrage\\_des\\_grands\\_groupes\\_industriels\\_mondiaux\\_dans\\_les\\_secteurs\\_de\\_haute\\_technologie\\_Chimie\\_Pharmacie\\_Electronique\\_Etude\\_coordonnee\\_par\\_Bernard\\_Paulre/link/550c5b5a0cf275261095e509/download?\\_tp=eyJjb250ZXh0ljp7ImZpcnNOUGFnZSI6InByb2ZpbGUjLCJwYWdlIjoicHVibGlicjYXRpb24iLCJwcmV2aW91c1BhZ2UiOiJfZGlyZWNOIn19](https://www.researchgate.net/publication/273772579_Le_recentrage_des_grands_groupes_industriels_mondiaux_dans_les_secteurs_de_haute_technologie_Chimie_Pharmacie_Electronique_Etude_coordonnee_par_Bernard_Paulre/link/550c5b5a0cf275261095e509/download?_tp=eyJjb250ZXh0ljp7ImZpcnNOUGFnZSI6InByb2ZpbGUjLCJwYWdlIjoicHVibGlicjYXRpb24iLCJwcmV2aW91c1BhZ2UiOiJfZGlyZWNOIn19)



- B. Paulré, Présentation synthétique de l'étude et mise en perspective : Le recentrage : du fait stylisé à la réalité.
- P. Dieuaide, Le recentrage dans l'industrie chimique : entre stratégie de marché et stratégie de métier (chapitres sur BASF, DuPONT, Solvay et sur Akzo-Nobel).
- D. Perrochon, Le recentrage dans l'industrie pharmaceutique : vers une redéfinition des métiers de la santé (Chapitres sur Elf Aquitaine sur Glaxo-Wellcome, sur Hoechst A. G. et sur Rhone Poulenc SA).
- B. Paulré, Le secteur informatique (chapitres sur Hewlett-Packard et sur Compaq).
- B. Paulré, Les Télécommunications (chapitres sur Alcatel et sur Motorola).
- B. Paulré, Les conglomérats européens : Philips et Siemens.
- B. Paulré (coord.), septembre 1997, *L'industrie électronique européenne : hétérogénéités et incertitudes*, Collection Etudes, Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.
- B. Paulré, Chapitre introductif
- B. Paulré, L'industrie des semi-conducteurs. Un redressement en vue

### Conférences

- D. Lebert , H. El Younsi , F. Lequeux , J. Gallo et Eric Zyla, 17 et 18 octobre 2008, Les échanges industriels entre les pays du bassin méditerranéen : application d'un nouvel algorithme de clustering sur données de flux, Colloque International, Ouverture et émergence en Méditerranée, Rabat.
- B. Paulré, 12 juin 2003, Le capital-risque et le rôle des grandes entreprises aux Etats-Unis. Colloque du cinquantenaire de l'ANDESE : "Eclairer l'avenir", Paris, Université Paris 9 Dauphine.

### ***Le Capitalisme cognitif.***

L'hypothèse que le capitalisme contemporain possède des propriétés originales telles que l'on soit conduit à le qualifier de capitalisme cognitif doit être considéré comme une contribution majeure de l'équipe ISYS. Elle mobilisa la majeure partie des chercheurs qui la composaient entre 1999 et 2011. Elle fut d'une certaine façon la « grande affaire » de l'équipe ne serait-ce que par l'accueil positif que reçurent cette contribution et le programme de recherche qui l'accompagnait. Revenons sur les circonstances dans lesquelles ce concept émergea avant de rappeler brièvement le contexte scientifique et historique qui en explique la pertinence.

Sur le plan factuel le concept apparut au détour d'une conversation qui se déroula dans le cadre d'un colloque coorganisé par ISYS et l'ERSI (Equipe de Recherche sur les Systèmes Industriels, devenue le CRISEA en 2000), dirigée par C. Palloix, qui se tint à Amiens en 1998. Les présentations tournaient autour des questions d'information, de « travail intellectuel », de connaissance, de salariat et de territoires. A un certain moment, la discussion qui suivait l'exposé de l'un des participants tournait autour des conséquences, pour le capitalisme contemporain, du développement qualitatif et quantitatif des activités informationnelles notamment. A. Corsani s'adressa alors à l'assistance et dit : « et si nous appelions ce capitalisme un capitalisme cognitif ? ». Dans mon souvenir, la proposition ne suscita pas immédiatement de réaction vive ou d'enthousiasme particulier et la discussion se poursuivit. Mais l'idée était lancée et, dans les semaines qui suivirent, elle prospéra, un peu « sous les radars ».

Jusqu'au moment où, lorsque le travail de publications des communications du colloque fut sur le point d'aboutir, la question du titre de l'ouvrage se posa tout naturellement. Je me souviens alors que A. Corsani et P. Dieuaide, deux des « éditeurs » vinrent me voir en me tenant le propos à peu près le propos suivant : « On hésite. Nous pourrions prendre comme titre de l'ouvrage *Le capitalisme cognitif*, mais on n'est pas certains de bien faire ». Je leur répondis aussitôt : « c'est ce qu'il faut faire, foncez sur cette idée ». C'est ainsi que fut publié le premier ouvrage dont le titre intégrait la notion de capitalisme cognitif (*Vers un capitalisme cognitif*) et que, comme préfacier, je rédigeai le premier papier sur le capitalisme cognitif (Le capitalisme cognitif. Un nouveau programme de recherche). Car bien évidemment, la plupart des

contributions rassemblées dans l'ouvrage avaient été rédigées avant que la décision sur le titre fût prise et ne faisaient pas mention du concept même si les idées exposées en relevaient bien<sup>42</sup>.

Nous commençons alors à entrevoir une ligne originale de réflexion et à nous y engager. Mais nous avons un souci car un économiste italien, Enzo Rullani, avait déjà utilisé l'expression et nous ignorions si notre conception du capitalisme cognitif était sensiblement différente de la sienne, ou s'il était plus avancé que nous dans une réflexion sur le capitalisme contemporain avec un contenu voisin de ce que nous y mettions. Pour en avoir le cœur net, nous invitâmes E. Rullani à venir à Paris et un séminaire fut organisé pour échanger nos réflexions et comparer nos démarches.

En fait, E. Rullani travaillait davantage dans une perspective d'économie de la connaissance et non dans celle d'une approche historique et critique du capitalisme telle que nous la concevions<sup>43</sup>. Sa recherche était très intéressante mais nous nous en démarquions nettement dans la mesure où notre démarche reposait sur une critique des approches conçues en termes de société ou d'économie de la connaissance. C'est ce que nous allons préciser en rappelant le contexte académique des réflexions sur le capitalisme de la fin du XXème siècle en France.

Il y eut deux phénomènes qui, chacun à sa façon, orientaient la réflexion sur la nature d'un capitalisme nouveau en cours d'émergence. Ce fut par rapport à eux et en réaction aux analyses qu'ils suscitaient que ressort l'originalité du capitalisme cognitif tel que nous l'avons conçu à ISYS. Le premier phénomène est celui de la *New Economy* qui émergea au milieu des années 1990, sous l'influence directe de l'augmentation significative des gains de productivité aux Etats-Unis. Cette augmentation aussi soudaine qu'imprévue et étonnante fut aussitôt attribuée au développement des technologies de l'information (ICT). Certains analystes y virent même une manifestation de la fin de ce qu'on appelait à l'époque le paradoxe de Solow<sup>44</sup>. Des études statistiques et économétriques sur les effets des investissements en matériel et en techniques informatiques furent alors produites en grand nombre. On ne peut pas dire que l'on démontra nettement que ces investissements étaient l'explication directe des gains en productivité observés. Mais cela n'empêcha pas certains théoriciens et d'analystes d'imaginer que l'économie était en train de changer de paradigme et que nous nous dirigeons vers une longue période de croissance ininterrompue et au cours de laquelle les cycles et les crises économiques allaient disparaître. Il faut observer que l'OCDE joua un rôle actif non seulement dans la défense de la thèse de l'avènement d'une Economie de la connaissance (au sens de société et non au sens disciplinaire ou thématique) mais aussi dans la promotion des thèses associées à la *New Economy* (sur la critique de la *New Economy* cf. divers articles de B. Paulré).

Le second phénomène est celui de la financiarisation de l'économie. Cette évolution (qui en fait prolonge une tendance amorcée dans les années 1980 : cf. B. Paulré, Capitalisme cognitif et financiarisation des économies dans l'ouvrage édité par G. Colletis et B. Paulré) remettait en avant les thèses libérales et notamment celle selon laquelle l'entreprise doit être gérée à partir de la recherche du profit de ses actionnaires<sup>45</sup>. On retrouve ici le fameux principe

<sup>42</sup> Dans le corps de l'ouvrage, mis à part la postface de C. Palloix (A la recherche d'un dispositif d'analyse du capitalisme cognitif), seule la contribution d'A. Corsani intégrait le concept de Capitalisme cognitif : Eléments d'une rupture : l'hypothèse d'un capitalisme cognitif.

<sup>43</sup> E. Rullani, mai 2000, Production de connaissance et valeur dans le postfordisme, in *Multitudes*, n° 2. Il s'agit d'une interview de Rullani réalisée lors de sa venue à Paris postérieurement à nos échanges.

<sup>44</sup> Le paradoxe soulevé par R. Solow, dans un article du Supplément Livres du *New York Times* était le suivant : « Je vois des ordinateurs partout sauf dans les statistiques » ("We'd better watch out", *New York Times Book Review*, 12 juillet, 1987, p. 36.). A partir de 1995, avec l'augmentation sensible des gains de productivité globale, certains analystes considéraient que l'on commençait enfin à voir les effets des ordinateurs dans les statistiques macroéconomiques...

<sup>45</sup> Par opposition aux thèses managerialistes.

défendu par M. Friedmann<sup>46</sup>. Selon M. Aglietta un *capitalisme patrimonial* aurait ainsi succédé au régime d'accumulation fordiste. Il proposa une théorie de ce nouveau régime, caractérisé par la domination des marchés financiers, dans une note publiée en 1998 par la Fondation Saint-Simon (*Le capitalisme de demain*, non publiée). Il fut rejoint dans cette analyse, par R. Boyer, F. Lordon, F. Chesnais puis D. Plihon<sup>47</sup>. L'étude critique de ce capitalisme financier fut développée quelques années plus tard notamment par M. Aglietta et A. Riberioux<sup>48</sup>.

L'analyse des mutations du capitalisme développée au sein d'ISYS s'appuyait sur les principes suivants :

1- La *New economy* est une sorte d'utopie qui va bien au-delà de ce que l'étude empirique fait ressortir. Elle ne peut donc servir de base pour la compréhension du capitalisme contemporain

2- Si la prise en compte des activités informationnelles et cognitives semble nécessaire, les démarches relatives à l'Economie ou à la Société de la connaissance sont critiquables dans la mesure où elles se développent dans une perspective non historique (mis à part l'évolution technique) comme si la nature capitaliste des économies en cours de mutation était une dimension très secondaire et qu'il était inutile de la prendre en compte. Cette façon d'aborder les problèmes faisait non seulement courir le risque d'un déterminisme technologique mais, de plus, abondait une vision d'où l'étude des relations sociales (salariales et autres) et des conflits était exclue.

3- Si la financiarisation est indéniable et importante, elle ne peut se substituer à l'examen des conditions de la production ou les surdéterminer. Elle vient plutôt, avec certes des caractéristiques et une importance nouvelles, se superposer et se conjuguer avec les conditions de la vie « réelle » : production, consommation communication et activités cognitives elles-mêmes renouvelées à partir des nouvelles technologies. D'autant plus que l'efficacité et la pénétration en profondeur de la finance sont elles-même tributaires des nouvelles technologies, et que le développement de ces dernières dépend aussi, en une sorte de mouvement circulaire, d'un certain nombre de manœuvres financières (développement du capital-risque par exemple).

4- Nous reconnaissons l'importance de l'apport de Marx (plus particulièrement le Marx des *Grundrisse* et du *General Intellect*), de Schumpeter et de Veblen, et nous étions également sensibles à la conception « étagée » du capitalisme de F. Braudel qui avait d'ailleurs insisté sur le fait que le capitalisme n'est pas réductible au capitalisme industriel.

5- Enfin, notre démarche s'inscrivait aussi dans le cadre relevant de ce qu'on appelle l'Ecole de la Régulation et des contributions majeures de M. Aglietta et de R. Boyer. Nous

<sup>46</sup> Dans un article publié le 13 septembre 1970 dans le *New York Times Magazine*, M. Friedmann écrivit que le désir des actionnaires « sera généralement de gagner autant d'argent que possible ». Le retour de ce qu'on appelle la « doctrine Friedmann » s'était manifesté notamment par des OPA et le démantèlement des conglomérats et des entreprises diversifiées aux Etats-Unis. Cf. par exemple: B. Burrough et J. Helyar, 1989, *Barbarians at the Gate : The Fall of RJR Nabisco*, Harper & Row ; D. Nora, 1989, *Les possédés de Wall Street*, Gallimard. La doctrine de la prééminence des actionnaires s'oppose aux thèses managérialistes dominantes dans les années 1960-1970 (cf. W. Baumol et R. Marris plus particulièrement).

<sup>47</sup> R. Boyer : Is a Finance-led growth regime a viable alternative to Fordism? A preliminary analysis, *Economy and Society*, 2000, vol. 29, n°1 ; F. Lordon, Le nouvel agenda de la politique économique en régime d'accumulation financiarisé in Dumenil & Levy, *Le triangle infernal*, PUF, 1999 ; F. Chesnais, La théorie du régime d'accumulation financiarisé, contenu, portée et interrogations, *Actes du Forum de la régulation*, 2001 ; D. Plihon, *Le nouveau capitalisme*, La Découverte 2003.

<sup>48</sup> Dans un ouvrage paru en 2004, (*Les dérives du capitalisme financier*, Albin Michel) M. Aglietta et A. Riberioux opposent ce qu'on appelle la *stakeholder value* (l'entreprise est gérée en fonction des intérêts de toutes les « parties prenantes » : actionnaires, dirigeants, salariés, pouvoirs publics, clients) à la *shareholder value* (l'entreprise est gérée dans l'intérêt des seuls actionnaires).

La séparation de la propriété et du contrôle fut initialement décrite et mise en avant par A. Berle et G. Means dans un ouvrage fameux publié en 1932 (*The modern corporation and the private property*).

allions même jusqu'à mettre en évidence ce qui nous semblait être un manque dans l'édifice conceptuel de cette école : la notion de système historique d'accumulation (S.A.H. : cf. article de P. Diauaide, B. Paulré et C. Vercellone). Pour nous le capitalisme cognitif était ainsi un nouveau Système historique d'Accumulation <sup>49</sup>.

Reprenons la définition et la présentation du Capitalisme cognitif telles qu'elles furent formulées dès 1999 (B. Paulré, Préface à *Vers un capitalisme cognitif*) :

*Nous désignons par capitalisme cognitif une forme historique émergente de capitalisme dans laquelle l'accumulation, c'est-à-dire la dynamique de transformation économique et sociale de la société, est fondée sur l'exploitation systématique de la connaissance et des informations nouvelles... Les investissements majeurs sont ceux qui portent sur l'accroissement et l'exploitation des connaissances. Ils s'inscrivent dans la logique d'une double captation. La captation des profits tirés de la détention et de l'exploitation des connaissances d'une part. Celle qui porte sur les facteurs et les sources de connaissance, ainsi que sur les groupes ou les acteurs qui peuvent jouer un rôle important dans leur production et leur circulation, d'autre part. L'accumulation cognitive porte sur des éléments aussi divers que les compétences, les capacités technologiques, les diverses formes d'implication dans les réseaux où circule la connaissance, les investissements juridiques et institutionnels qui encadrent la production, la valorisation et la propriété des connaissances. Les matériels informatiques et de communication sont des supports pour la mise en œuvre de ces compétences, de ces capacités et de ces droits. Ils ne les assurent pas.*

*Le régime d'accumulation fondé sur les connaissances est aussi étroitement lié à une logique d'innovation permanente. D'une part... Un rythme d'innovation soutenu est souvent la seule réponse possible au risque d'imitation et à celui, corrélatif, d'une disparition de la « rente » qui compromettrait la position de leader. D'autre part, toute expérience nouvelle est riche en informations et en connaissances nouvelles. Elle permet des effets d'apprentissage, au sens le plus fort du mot. La routine n'engendre pas de connaissance ou, du moins, ne produit que des connaissances « marginales ». Toute expérience réellement nouvelle crée un effet d'opportunité pour un saut en avant supplémentaire. C'est pourquoi nous pouvons considérer le capitalisme cognitif comme un hypercapitalisme.*

*... dans le capitalisme cognitif, les mêmes objets techniques, les mêmes appareillages et infrastructures, les mêmes éléments et les mêmes opérations sont sollicités ou mis en œuvre dans les activités de production et dans celles de consommation. Les technologies sont générales ou génériques. Faisant appel souvent aux mêmes technologies, aux mêmes compétences et relevant du même procès global de développement, ces activités s'imbriquent et se renforcent mutuellement. Leurs frontières se brouillent*

---

<sup>49</sup> Dans la terminologie de la Théorie de la régulation, la notion de mode de production est la catégorie de niveau immédiatement supérieur à celle de mode de développement. Aucune catégorie n'occupe l'espace intermédiaire. Or depuis longtemps les économistes et sociologues ont ressenti le besoin de distinguer des configurations différentes du capitalisme, caractérisées chacune par une accumulation particulière. Nous proposons d'appeler système historique d'accumulation (S.H.A.) « l'association d'un mode de production et d'un type d'accumulation ». L'absence d'une catégorie intermédiaire dans la théorie de la régulation n'était pas étonnante car celle-ci s'inscrivait dans le cadre d'une configuration particulière : le capitalisme industriel ou dans son prolongement immédiat (post-fordisme) autrement dit avec le même type d'accumulation. Or notre analyse des transformations en cours nous conduisait à penser que l'épuisement du Fordisme marquait non seulement la fin de ce mode de développement, mais qu'il signalait également la fin du capitalisme industriel.

Aussitôt après la publication de *Vers un capitalisme cognitif* en 2001 nous nous sommes concentrés sur deux objectifs : 1- présenter un papier sur le capitalisme cognitif au Forum de la régulation annoncé pour les 9 et 10 mars 2001. 2- organiser des journées d'études destinées à échanger avec des collègues sur le thème des mutations du capitalisme et à tester nos thèses.

Je me chargeais de rédiger une première version de ce qui allait devenir le premier exposé du programme de recherche sur le capitalisme cognitif (*Le capitalisme cognitif comme sortie de la crise du capitalisme industriel - Un programme de recherche*<sup>50</sup>). Je proposai aux collègues d'ISYS impliqués dans la recherche sur le capitalisme cognitif de co-signer le papier afin d'en faire un véritable texte-programme engageant l'équipe.

C. Vercellone anima et coordonna trois journées d'études qui eurent lieu entre 2000 et 2002. Il édita en 2003 l'ouvrage qui reprenait la majeure partie des contributions sous le titre *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?*<sup>51</sup>

A partir de 2003 les relations avec T. Negri et M. Lazzarato autour du capitalisme cognitif devinrent plus fréquentes et denses. Il faut rappeler que T. Negri était l'une des figures marquantes de l'opéraïsme italien dont le fameux Fragment sur les machines de Marx (dans les *Grundrisse*) auquel nous nous sommes souvent référés, constituait une sorte d'étendard scientifique. Il avait publié en 2000, avec M. Hardt, un ouvrage *Empire* qui connut un retentissement considérable et dont certaines thèses étaient proches du capitalisme cognitif. *Empire* fut d'ailleurs présenté aux économistes de Paris 1 par M. Hardt dans le cadre d'un séminaire organisé par ISYS et qui eut lieu à la MSE en 2000.

Au-delà des relations personnelles, les proximités intellectuelles entre le capitalisme cognitif naissant et les thèses de Negri étaient telles que des coopérations plus instituées s'instaurèrent<sup>52</sup>. Ainsi ISYS organisa à Paris 1, avec T. Negri, au Centre Panthéon, sur deux années consécutives (2004-2005 et 2005-2006) un séminaire mensuel :

- en 2004-2005 : *Séminaire Transformations du travail et crise de l'économie politique* La 1<sup>ère</sup> séance eut lieu le 12 octobre 2004 et l'année se divisa en deux périodes : Travail et savoirs dans le capitalisme cognitif (d'octobre à décembre) puis Richesse, valeur et pouvoir dans le capitalisme cognitif (janvier à juin).
- en 2005-2006 : *Séminaire Multitude et Métropole*

A partir de 2004 les conférences, séminaires, publication de numéros spéciaux de revue s'enchaînèrent à un rythme soutenu. Notons plus particulièrement la collaboration entre ISYS et le laboratoire LEREPS de l'Université de Toulouse 1 et, plus particulièrement la proximité qui s'établit avec G. Colletis. Quatre rencontres furent organisées par ISYS et le LEREPS (Toulouse 1) avec le GRES (Bordeaux) entre 2005 et 2007 sur le thème du capitalisme cognitif (titre *Mutations du capitalisme et économie de la connaissance*). Les séances de ce cycle se déroulèrent à Toulouse, Paris et Bordeaux. Elles débouchèrent sur la publication d'un ouvrage co-édité par G. Colletis et B. Paulré en 2008 : *Les nouveaux horizons du capitalisme*, Economica.

En parallèle A. Corsani et M. Lazzarato s'investirent dans une étude sur les intermittents du spectacle menée au sein d'ISYS en étroite collaboration avec l'association AIP (Amis des Intermittents et Précaires) et avec la Coordination des Intermittents et Précaires. Une enquête

<sup>50</sup> Disponibles sur la page dédiée au Forum de la régulation de 2001 : <https://theorie-regulation.org/colloques/archives-colloques/forums-de-la-regulation/textes-forum-2001/>

<sup>51</sup> Notons la présence de R. Passet parmi les participants à la journée d'études et les contributeurs à cet ouvrage.

<sup>52</sup> T. Negri avait publié en 2003 dans la revue *Multitudes* (qui avait succédé à *Futur Antérieur*, revue fondée et animée par T. Negri et J.-M. Vincent) un compte rendu de *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?* n° 4 de 2003, pp. 197 à 205.

fut menée en profondeur. De la conclusion de l'ouvrage qui fut publié en 2005 (*Intermittents et Précaires*, Ed. Amsterdam), nous extrayons ce passage : « La culture et l'art, leurs modalités de production, leurs contenus, les publics qu'elles créent, les ressources et les désirs qu'ils mobilisent participent pleinement de l'émergence d'un nouveau régime de croissance... il s'agit de penser les dépenses sociales comme les éléments sur lesquels fonder une nouvelle conception du développement. De ce point de vue, le régime d'indemnisation chômage des intermittents, défini suivant les critères du nouveau modèle, ne se résume plus exclusivement à une assurance contre les risques de l'organisation du travail, mais voit ses fonctions élargies en se transformant en un investissement collectif contribuant au développement des biens communs... »

Deux numéros spéciaux de la revue *European Journal of Economic and Social Systems* furent consacrés au capitalisme cognitif. En 2007 A. Fumagalli et C. Vercellone coordonnèrent un numéro entièrement consacré au Capitalisme cognitif. Apports et perspectives. En 2011 D. Lebert et C. Vercellone coordonnèrent un numéro sur Travail, valeur et répartition dans le capitalisme cognitif.

La diffusion internationale du capitalisme cognitif fut importante et rapide. Une convention ECOS fut signée avec l'Université Nationale Autonome de Mexico (Institut de Recherches Economiques, A. Dabat) pour les années 2003-2005 sur un projet intitulé Economie de la connaissance et politique du développement. En 2007 Yann Moulier-Boutang publia son ouvrage intitulé *Capitalisme cognitif* qui fut rapidement traduit en anglais. B. Paulré et A. Corsani participèrent à un colloque consacré au Capitalisme cognitif qui se tint à Moscou en janvier 2008. Un numéro spécial de la revue Logos (en russe) fut publié à cette occasion auquel ils contribuèrent. L'ouvrage édité par C. Vercellone, *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?* fut traduit en italien et en espagnol. En 2011 C. Vercellone et A. Fumagalli participèrent à la coordination, avec V. Cvijanovic, de l'ouvrage *Cognitive Capitalism and its Reflections in South-Eastern Europe* publié chez Peter Lang (*Series: Sozio-ökonomische Perspektiven in Südosteuropa / Socio-Economic Perspectives in South-Eastern Europe*).

Les collaborations avec les chercheurs et équipes de recherche italiennes furent naturellement nombreuses. Retenons les relations fréquentes et fructueuses avec A. Fumagalli et S. Lucarelli. Une convention d'échange fut signée entre Paris 1 (pour ISYS et le DEA d'Economie industrielle) et l'Université de Pavie (A. Fumagalli) pour les années 2007-2009. Un numéro spécial du *European Journal of Economic and Social Systems* fut consacré à J. Schumpeter à l'occasion du centenaire de la publication de sa *Théorie de l'Evolution Economique*. Il fut coordonné par S. Lucarelli et B. Paulré qui en rédigèrent l'introduction.

De façon étonnante sinon paradoxale, le capitalisme cognitif n'a pas été l'objet d'un enseignement spécifique. Nous avons considéré qu'il était trop tôt pour en faire le thème central d'un séminaire de Master 2. Mais à partir de 2005, à l'occasion de la mise en place des Masters Recherche, C. Vercellone fut chargé d'un séminaire de 18h dont le thème était : Economie de la connaissance et division du travail et qui était une forme d'introduction au Capitalisme cognitif.

En ce qui concerne les thèses le thème du capitalisme cognitif se trouva au centre de plusieurs travaux :

- H. Vinceneux soutint en 2008 à Toulouse une thèse sous le titre *Une analyse historicisée de l'évolution du rapport salarial : division du travail et configurations productives*, préparée en partie à ISYS. On en trouve un résumé dans la Revue de la régulation sous le même titre : *Revue de la régulation* [En ligne], 3/4 | 2e semestre/Autumn 2008, mis en ligne le 03 décembre 2008.

- D. Lebert soutint en 2010 une thèse dont le titre était : *Essais sur la structure et la dynamique du capitalisme contemporain et de la division internationale du travail*, préparée sous la direction de B. Paulré. Elle fut publiée en 2012 sous le titre *Capitalisme cognitif et nouvelles dominances économiques - Structure et dynamique du capitalisme contemporain et de la division internationale du travail*, Editions Universitaires Européennes.
- A. Giuliani soutint en 2011 une thèse sur *Crédit, consommation et emploi dans la pensée de Thorstein Veblen*, préparée en co-tutelle Paris 1 (B. Paulré) et Université de Macerata (G. Davanzati). Un résumé a été publié sous le même titre dans la *Revue de la régulation* [En ligne], 10 | 2e semestre / Autumn 2011, mis en ligne le 21 décembre 2011. Plusieurs articles furent ensuite publiés<sup>53</sup>. Il coordonna également avec G. F. Davanzati, en 2014, un numéro spécial du *European Journal of Economic and Social Systems*, sur Knowledge, Finance and Consumption in Veblen's Thought, vol.26 n°1-2.
- S. Marhez prépara sous la direction de C. Vercellone une thèse sur *Division technique et division cognitive du travail : une mise en perspective historique et théorique* soutenue en 2013. Elle fut publiée en 2016 sous le titre *La division cognitive du travail dans le capitalisme postfordiste*, L'Harmattan.
- C. Vercellone soutint son HDR (Habilitation à Diriger des Recherches) en 2014 à l'Université Paris 1 et rédigea à cette occasion une Note de synthèse sur le capitalisme cognitif : *Connaissance et division du travail dans la dynamique longue du capitalisme. Une approche néo-marxiste du capitalisme cognitif*.

L'influence et l'approfondissement du capitalisme cognitif n'ont pas cessé de progresser depuis 2011. Le cadre dans lequel nous avons accepté de nous situer fait que nous ne pouvons aller plus loin.

Bibliographie sur le capitalisme cognitif et la New Economy. Une sélection<sup>54</sup>

Séminaires et colloques organisés par ISYS

- Séminaire Lereps-ISYS avec le GRES sur *Le Capitalisme cognitif*, 2005-2007. 4 journées : Paris – Toulouse – Bordeaux – Paris.
- Séminaire *Transformations du travail et crise de l'économie politique*, 2004-2005, avec T. Négri, C. Vercellone, P. Dieuaide, A. Corsani..., Centre Panthéon.
- Séminaire *Multitude et métropole*, 2005-2006, Centre Panthéon.
- Journées d'histoire économique, 2001-2002. Trois journées coordonnées par C. Vercellone. Paris, Centre Panthéon et Maison des Sciences économiques.

Articles dans des Revues

- A. Fumagalli et C. Vercellone, 2007, Introduction au numéro spécial : Le capitalisme cognitif. Apports et perspectives *European Journal of Economic and Social Systems* vol. 20, n° 1, pp. 7-14.
- R. Herrera et C. Vercellone, 2002, Transformations de la division du travail et endogénéisation du progrès technique, *Économie appliquée* vol. 50, n° 1, pp. 63-78.

<sup>53</sup> A. Giuliani et E. Gentilucci, 2012, Connaissance, finance et économie de guerre permanente. Une approche veblenienne. *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 27, n° 1-2, pp.137-152.

A. Giuliani, 2016, Thorstein Bunde Veblen (1857-1929) in G. Faccarello et H.D. Kurz. *Handbook on the History of Economic Analysis. Great Economists Since Petty and Boisguilbert*, Volume I, Edward Elgar Publishing Ltd. pp.374-378.

<sup>54</sup> Le nombre de publications et de conférences sur le thème du capitalisme cognitif est trop important pour pouvoir vouloir ou prétendre en faire un inventaire exhaustif. Même en nous limitant à la production des membres d'ISYS entre 1997 et 2011.

- D. Lebert, 2011, Errements du capitalisme cognitif ? Éléments de réponse à la critique de Fine, Jeon et Gimm, *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 24, n° 1-2, pp.101-118
- D. Lebert et C. Vercellone, 2011, Introduction au numéro spécial : travail, valeur et répartition dans le capitalisme cognitif, *European Journal of Economic and Social Systems*, 24, n° 1-2, pp.7-12.
- D. Lebert, 2007, Capitalisme cognitif et économie institutionnelle comparative, in *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 20, n° 1, pp. 37-44.
- D. Lebert et C. Vercellone, 2004, L'économie de la connaissance et de l'immatériel, entre théorie et histoire : du capitalisme industriel au capitalisme cognitif, *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, 2004, n° 43-44, pp.17-39.
- J.-M. Monnier et C. Vercellone, 2007, Travail, genre et protection sociale dans la transition vers le capitalisme cognitif, *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 20, n° 1, pp. 15-35.
- J.-M. Monnier et C. Vercellone, 2007, Fondements et faisabilité du revenu social garanti, *Multitudes* n° 27, pp. 73-84.
- A. Negri et C. Vercellone, 2008, Le rapport capital-travail dans le capitalisme cognitif, *Multitudes* n° 32, pp. 39-50. Traduction en japonais (2011, *Gendai-Shiso* vol. 39, n° 3, pp. 40-49).
- A. Negri et C. Vercellone, 2007, Il rapporto capitale/lavoro nel capitalismo cognitivo, *Posse*, p. 46-56, <http://www.sofronia.net/posse/index.php>
- B. Paulré, janvier 2008, Le capitalisme cognitif et ses ambiguïtés, traduit en russe (Бернар Польрэ, Двусмысленности когнитивного капитализма) in Le Capitalisme cognitif, numéro spécial de la revue *Logos*.
- B. Paulré, 2008, Finance et accumulations dans le capitalisme post-industriel, *Multitudes*, n° 1.
- B. Paulré, 2000, De la New Economy au capitalisme cognitif, *Multitudes*, n°2, pp.25-42.
- B. Paulré, 2000, L'utopie néo-libérale de la New economy, *Quaderni*, n° 42, automne.
- B. Paulré, 1999, La New economy : enjeux et limites, *Quaderni*, n° 40, hiver.
- C. Vercellone, décembre 2010, Lavoro, distribuzione del reddito e valore nel capitalismo cognitivo, *Sociologia del Lavoro*, vol. 115, n° 3, pp. 31-54.
- C. Vercellone, 2010, Modelli di welfare e servizi sociali nella crisi sistemica del capitalismo cognitivo. *Common*, pp.32-39.
- C. Vercellone, 2009, André Gorz et la dynamique du capitalisme, in *Sens Public* n° 11-12, pp. 159-176.
- C. Vercellone, 2007, From Formal Subsumption to General Intellect: Elements for a Marxist Reading of the Thesis of Cognitive Capitalism, *Historical Materialism*, Vol. 15, n° 1.
- C. Vercellone, 2007, Finance, rente et travail dans le capitalisme cognitif, *Multitudes* n°32, pp. 27-38.
- C. Vercellone, 2007, La nouvelle articulation rente, salaire et profit dans le capitalisme cognitif, *European Journal of Economic and Social Systems* vol. 20, n°1, pp. 45-64. Traduction en turc (2008, Ücret, rant ve kârin bilişsel kapitalizmdeki yeni eklemlenmesi, *Otonom* n° 18, pp. 30-38).
- C. Vercellone, 2004, Division internationale du travail, propriété intellectuelle et développement à l'heure du capitalisme cognitif, *Géographie, Économie et Société*, vol. 6, n°4, pp. 360-381. Traduction en russe (2007, « Vopros o razvitii v vek kognitivnogo kapitalizma », *Logos* vol. 61, n° 4, p. 144-167).
- C. Vercellone, 2002, Les politique de développement à l'heure du capitalisme cognitif, *Multitudes* n°10, p. 11-21. Traductions en espagnol (2004, Las políticas de desarrollo en tiempos del capitalismo cognitivo, in Blondeau O., Vercellone C., Corsani A., Rullani E., Moulier-Boutang Y., Lazzarato M. (Coord.), *Capitalismo cognitivo, propiedad intelectual y creación colectiva*, pp. 63-74) et en brésilien (A mafia e a dinâmica do capitalismo, *Lugar Comum* n° 2-3, julho-novembro, Rio de Janeiro, pp. 53-87).

### Chapitres d'ouvrages

- G. Colletis et B. Paulré, 2008, Le capitalisme cognitif et la recomposition du capital, in G. Colletis et B. Paulré (éds.), *Les nouveaux horizons du capitalisme*, Economica.
- G. Colletis et B. Paulré, 2008, Poursuivre le programme de recherche sur le capitalisme cognitif, in G. Colletis et B. Paulré (éds.), *Les nouveaux horizons du capitalisme*, Economica.



- R. Herrera et C. Vercellone, 2003, Transformations de la division du travail et *general intellect*, in C. Vercellone (Coord.), *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?*
- B. Paulré, 2008, Le capitalisme cognitif. Une approche schumpétérienne des économies contemporaines, in G. Colletis et B. Paulré (éds.), *Les nouveaux horizons du capitalisme*, Economica.
- B. Paulré, 2008, Capitalisme cognitif et financiarisation des économies, in G. Colletis et B. Paulré (éds.), *Les nouveaux horizons du capitalisme*, Economica. Traduction anglaise : 2010, Cognitive Capitalism and the Financialization of Economic Systems pp. 171-196 in A. Fumagalli et S. Mezzadra, *Crisis in the global economy. Financial markets, social struggles and new political scenarios*. 2010 by Semiotext(e) and Ombre Corte.
- B. Paulré, 2003, Postface in *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?*
- B. Paulré, 2001, Le capitalisme cognitif. Un nouveau programme de recherche. Préface de *Vers un capitalisme cognitif*, 2001.
- C. Vercellone, 2010, The Crisis of the Law of Value and the Becoming-Rent of Profit: Notes on the systemic crisis of cognitive capitalism in A. Fumagalli et S. Mezzadra (Coord.) *Crisis in the global economy : Financial Markets, Social Struggles, and New Political Scenarios*, Semiotext(e), The MIT Press, pp. 85-118.
- C. Vercellone, 2008, La thèse du capitalisme cognitif. Une mise en perspective historique et théorique, in G. Colletis et B. Paulré (Coord.), *Les nouveaux horizons du capitalisme. Pouvoirs, valeurs et temps*, pp.71-98.
- C. Vercellone, 2009, Cognitive Capitalism and Models for the Regulation of Wage Relations. Edu-factory Collective in *Toward a Global Autonomous University: Cognitive Labor, The Production of Knowledge and Exodus from the Education Factory*, Autonomedia, pp.121-127.
- C. Vercellone, 2006, Elementi per una lettura marxiana dell'ipotesi del capitalismo cognitivo in C. Vercellone, *Capitalismo cognitivo. Conoscenza e finanza nell'epoca postfordista*, Manifestilibri, pp.39-58.
- C. Vercellone, 2003, Introduction à C. Vercellone (Coord.), *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*
- C. Vercellone, 2003, Mutations du concept de travail productif et nouvelles normes de répartition, in C. Vercellone (Coord.), *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?*

#### Articles non publiés (Documents de travail)

- B. Paulré, A. Corsani, P. Dieuaide, M. Lazzarato, J.-M. Monnier, Y. Moulier-Boutang, et C. Vercellone, 2001, *Le capitalisme cognitif comme sortie de la crise du capitalisme industriel - Un programme de recherche*. ISYS-Matisse, CNRS Document, Université Paris-1. Disponible sur : [webu2.upmf-grenoble.fr](http://webu2.upmf-grenoble.fr). URL
- B. Paulré, 2000, *La New economy : un simple boom d'investissement ?* Working paper, ISYS. [https://www.researchgate.net/publication/23530007\\_La\\_New\\_economy\\_un\\_simple\\_boom\\_d'investissement](https://www.researchgate.net/publication/23530007_La_New_economy_un_simple_boom_d'investissement)
- B. Paulré, 2000, *Is the New Economy a Useful Concept ?*, Papier accepté par le site en ligne SSRN. [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=244648](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=244648)

#### Livres et numéros spéciaux de revues

- C. Azais, A. Corsani et P. Dieuaide (Coord.), 2001, *Vers un capitalisme cognitif. Entre mutations du travail et territoires*, L'Harmattan.
- O. Blondeau, N. Dyer Whiteford, C. Vercellone, A. Kyrou, A. Corsani, E. Rullani, Y. Moulier Boutang et M. Lazzarato, avril 2004, *Capitalismo cognitivo, propiedad intelectual y creación colectiva*, Traficantes de Sueños, Mapas.
- G. Colletis et B. Paulré (Coord.), *Les nouveaux horizons du capitalisme*, Economica, 2008.
- V. Cvijanovic, A. Fumagalli et C. Vercellone (Coord.), 2010, *Cognitive Capitalism and its Reflections in South-Eastern Europe*, Peter Lang.
- A. Fumagalli, S. Lucarelli, C. Marazzi et C. Vercellone, janvier 2009, *La gran crisis de la economía global. Mercados financieros, luchas sociales y nuevos escenarios políticos*, Traficantes de sueños, Mapas.

- A. Fumagalli et C. Vercellone (Coord.), 2007, Le capitalisme, cognitif. Apports et perspectives, numero spécial du *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 20, n° 1.
- D. Lebert et C. Vercellone, Travail, valeur et répartition dans le capitalisme cognitif, numero spécial du *European Journal of Economic and Social Systems*, vol. 24, n° 1-2.
- Y. Moulier-Boutang, 2007, *Le capitalisme cognitif*, Ed. Amsterdam. 2<sup>ème</sup> édition : 2015. Traduction anglaise : *Cognitive Capitalism*, Polity Press, 2011.
- C. Vercellone, Janvier 2007, *Kognitivni kapitalizam*. Traduction en croate des contributions publiés dans deux ouvrages dédiés à la thèse du capitalisme cognitif : *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?* (Carlo Vercellone, 2003) et *Capitalismo Cognitivo* (Carlo Vercellone Coord., 2006). Postface de Matko Mestrovic
- C. Vercellone, (Coord.), 2003, *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel ?*, La Dispute. Traduit en italien (2006, *Capitalismo cognitivo. Conoscenza e finanza nell'epoca postfordista*, Manifesto Libri, Rome). Traduit en espagnol (2011, *Capitalismo cognitivo. Renta, saber y valor en la época posfordista*, Prometeo Libros, Argentine) et en turc (2015, *Bilişsel Kapitalizm, Post-Fordist Dönemde Bilgi ve Finans*, Durdu Kundakçı, Istanbul).

Bernard Paulré

### **Section 3 – Le Mouvement Anti-Utilitaristes dans les Sciences Sociales (MAUSS) en lien avec les économistes de Paris 1**

Dans la seconde moitié des années 1970, à l'initiative de Hubert Brochier, l'enseignement de l'épistémologie économique en complément de celui de l'histoire de la pensée économique s'est développé comme une formation de troisième cycle dans le département d'économie. Il s'agissait aussi d'une période de développement des critiques non seulement keynésiennes-marxistes du courant dominant d'analyse en économie mais plus généralement de l'approche economiciste en économie. En prolongement des activités de l'Association pour la Critique des Sciences Economiques et Sociales créée en 1973 (l'unique numéro de la revue *Accès* est paru en 1978 avec Roger Frydman comme directeur de publication), plusieurs rencontres sont organisés dans cette période avec souvent une large participation des enseignants et des doctorants économistes de Paris 1.

L'élection de François Mitterrand et l'arrivée au pouvoir de la gauche a aussi donné un élan particulier à ces initiatives qui se manifestent dans *l'Appel aux économistes universitaires de gauche* qui appelle à la tenue d'un forum. Plus de trente enseignant-chercheurs économistes de Paris 1 signent l'appel. *Le Forum des économistes* s'est réuni en décembre 1981. Dans la prolongation du Forum, sous la direction de Jean-Paul Piriou, un fanzine ronéotypé d'analyse critique et d'information en économie a vu le jour en 1981: *La Gazette des Economistes*. Il a connu sept ou huit livraisons jusqu'en 1983.

Issu des réunions informelles qui se tiennent durant cette période avec la participation d'Annie Cot, de Jérôme Lallement, de Paulette Taieb de Paris 1, l'idée d'une revue critique des sciences sociales revient à l'ordre du jour. Alain Caillé (de l'Université de Caen) qui avait préparé son doctorat d'économie avec Hubert Brochier à Paris 1 et son doctorat de sociologie avec Claude Lefort à l'université de Caën prend l'initiative de lancer le Bulletin du M.A.U.S.S., (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales) en référence au travail du sociologue Marcel Mauss. Son but, comme son nom l'indique, est d'interroger la pertinence du recours au modèle utilitariste dans les sciences sociales en générale et dans l'analyse économique en particulier. S'inspirant particulièrement des travaux de Karl Polanyi, dont l'œuvre majeure, *La Grande Transformation* qui est publié en anglais en 1944 mais traduit très tardivement en français en 1983, pose la question de l'encastrement de l'économique dans le social et des travaux de Marcel Mauss, notamment de l'Essai sur le Don. Le principe de réciprocité et la compréhension des relations économiques comme des faits sociaux totaux à travers les trois

moments du don élargissent l'analyse économique à d'autres disciplines, notamment à la sociologie et à l'anthropologie. Le concept de marchandises fictives proposé par Polanyi pour le travail, la terre et la monnaie sera repris et approfondi dans les articles publiés dans le MAUSS ainsi que l'interrogation sur l'émergence du principe de marché autorégulateur et de l'idéal de « société de marché ».

Le Bulletin, trimestriel au départ, est publié avec le travail éditorial et de préparation matérielle (mise en page, reproduction, diffusion) d'Alain Caillé, le directeur du bulletin, de Paulette Taïeb et d'Ahmet Insel. Une association portant le même nom que le bulletin est créée. Ahmet Insel était le secrétaire de rédaction de la revue et le secrétaire général de cette association publiant cette revue trimestrielle. Le Bulletin s'est transformé en *La Revue du Mauss* en 1988, est publiée par les éditions de La Découverte. La revue est devenue semestrielle en 1993, elle est publiée depuis 2021 par les éditions du Bord de l'eau sous le rythme semestriel.

Plusieurs économistes de Paris 1 ont participé aux numéros de La Revue du MAUSS, notamment autour des numéros portant sur les approches alternatives à celles de l'analyse économiques dominantes. Le débat sur « l'homo-oeconomicus ou l'homo-sociologicus » (1987), les possibilités de « la socio-économie comme une nouvelle discipline » (1990) ou le besoin « Pour une autre économie » (1994), les rapports entre « l'éthique et l'économie » (2000), le débat sur le revenu de citoyenneté qui va inspirer en partie la mise en place du Revenu minimum d'insertion par le gouvernement de Michel Rocard en 1989, l'évaluation de la part du don dans l'économie notamment du travail gratuit domestique, les interrogations sur les modalités les possibilités d'une autre monde avec une autre sciences économiques (2007) sont exposés et discutés avec une large diversité d'opinion.

Dans les années 1990 un séminaire mensuel informel s'est tenu dans une salle du centre Panthéon et la plupart des thèmes de la Revue du MAUSS ont été préalablement discutés dans ces séminaires.

En 2023, La Revue du MAUSS, toujours sans être rattachée à aucune institution, continue ses publications au rythme semestriel et occupe une place prestigieuse dans le paysage des revues francophones en sciences sociales mais elle a perdu vers la fin des années 2000 ses liens avec les économistes critiques de Paris 1.

Ahmet Insel